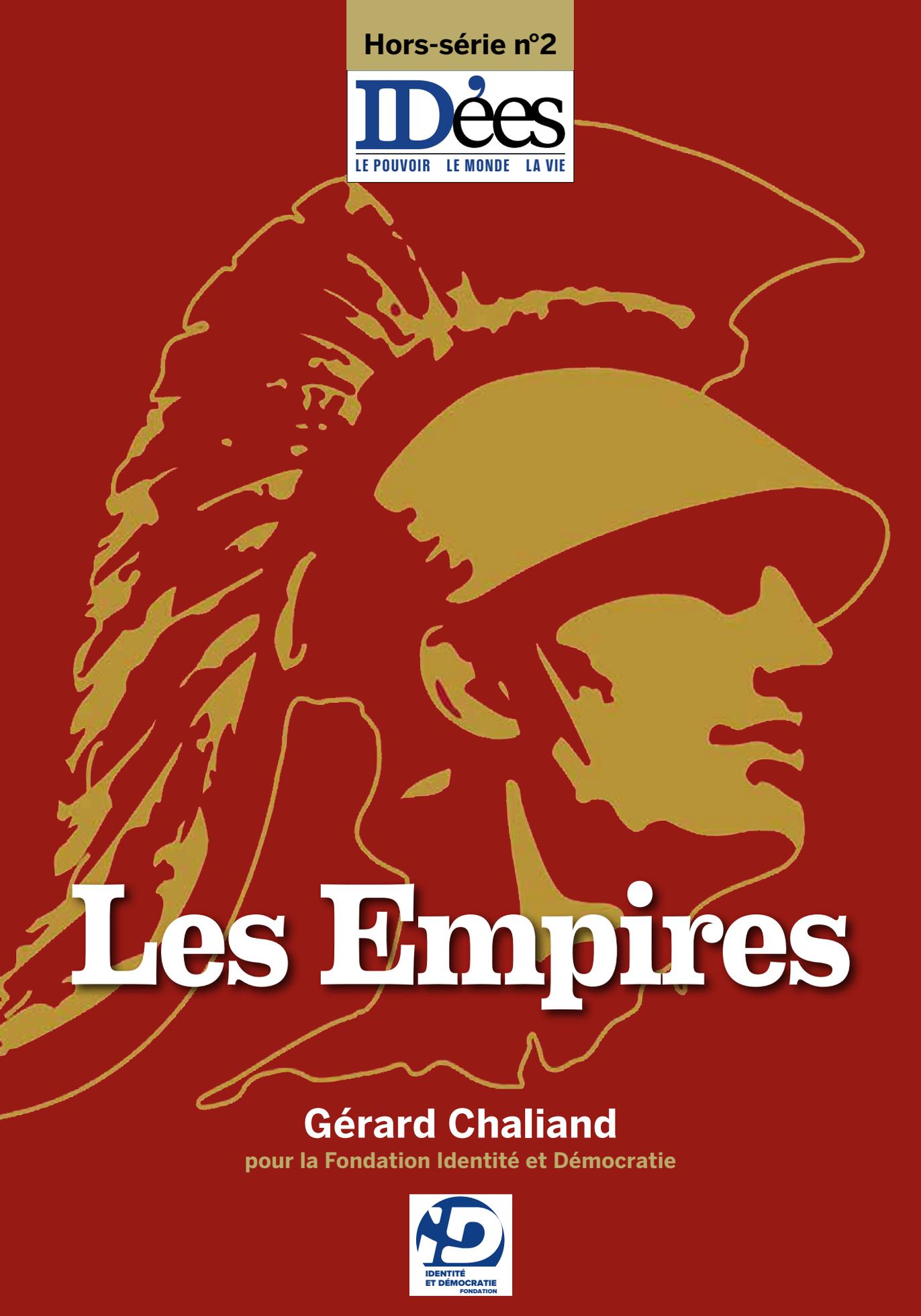


Hors-série n°2

IDées
LE POUVOIR LE MONDE LA VIE

A stylized, high-contrast illustration of a man's profile, facing right. He is wearing a helmet with a large, feathered plume. The illustration is rendered in a golden-yellow color against a dark red background. The man's features are simplified, with a prominent nose and a slight smile. The plume is composed of several layers of feathers, creating a sense of depth and texture.

Les Empires

Gérard Chaliand

pour la Fondation Identité et Démocratie



«Le soleil ne se couche jamais sur mon Empire.»

Charles Quint



CI-CONTRE
Les armoiries
de l'Empereur Charles Quint

Sommaire

5 Avant-propos

6 Empires d'Orient

8 L'Empire romain d'Orient (Byzance)

16 La Chine historique

22 L'Empire ottoman

30 L'Empire iranien

36 L'Empire russe

42 Empires d'Occident

46 L'Empire de Charlemagne

48 L'Empire de Charles Quint

52 L'Empire napoléonien

62 La dimension démographique

La Seconde Guerre mondiale
met un terme à la puissance politique
de l'Europe

66 Où en sont la diplomatie et la défense de l'Europe ?

L'OTAN et l'Union européenne

72 L'Europe face aux nouveaux Empires

75 L'Iran

79 La Turquie

84 La Russie

89 La Chine

95 Les États-Unis

98 L'Europe déclassée

La dépendance européenne
face à la Chine et aux États-Unis

Avant-propos

Interroger les grandes traditions stratégiques des Empires qui ont duré ou durent encore

Par **Hervé Juvin**, Président de la Fondation Identité et Démocratie

Dans le passé, une demi-douzaine d'Empires ont marqué l'histoire sur la longue ou très longue durée: l'Égypte, la Chine, ce que nous appelons Byzance, soit l'Empire romain d'Orient qui a pu survivre un millénaire après la chute de l'Empire romain d'Occident (prise et sac de Rome en 456), l'Iran, héritier de l'Empire perse, et plus récemment l'Empire ottoman.

Au moment où l'Union européenne s'interroge sur ses voisinages stratégiques, à l'Ouest comme à l'Est et au Sud (voir les « Forums du bon voisinage » que la Fondation ID a organisé au début de l'année 2022), au moment aussi où la nécessité d'une vision stratégique s'impose – quelle vision, quels objectifs, quelle puissance et quels moyens, pour les Nations européennes unies, où et quand ? – il est utile d'interroger les grandes traditions stratégiques des Empires qui ont duré, ou qui durent encore.

De Rome à la Chine, des Ottomans à Byzance, tous ont trouvé dans leur construction et leur culture stratégique propre, les moyens de vaincre, de durer et de marquer. C'est à cette confrontation des grandes traditions stratégiques que Gérard Chaliand a bien voulu se livrer, dans la continuité de sa remarquable *Anthologie de la Stratégie* (Laffont, 1996).

Je tiens personnellement à dire combien nous sommes fiers de le publier ce hors-série de la revue IDées. Ceux qui auront envie de découvrir le roman de sa vie liront son autobiographie, *La Pointe du couteau*, parue en 2005, et dont le second tome sera publié en mars 2022.



“

En 1462, neuf ans après la prise de Constantinople, le sultan Mehemet II, en route pour Lesbos, s'arrêta sur le site de Troie. Là, selon le chroniqueur grec Critobloulos d'Imbros rallié au Turc, épousant l'héritage de l'Asie face à l'Europe, il aurait dit : « C'est à moi que Dieu réservait de venger cette cité et ses habitants : j'ai dompté leurs ennemis, ravagé leurs cités et fait de leurs richesses une proie ! »

”

Dominique Venner, *Histoire et tradition des Européens*, 2002

Empires d'Orient

L'Empire romain d'Orient (Byzance)

Stratégiquement, les deux Empires les plus riches en matière d'enseignement pour les nations européennes sont sans doute Byzance et la Chine. Non seulement par la durée de vie de ces Empires, mais par la qualité de leurs cultures stratégiques. Si la Chine paraît géographiquement jouir d'une relative sécurité, excepté sur sa frontière nord, l'Empire romain d'Orient, en revanche, était situé au milieu d'une aire de passage majeure d'Asie vers l'Europe. La géographie ne protégeait pas Byzance ! Et pourtant, l'Empire byzantin a survécu mille ans à la chute de l'Empire romain, exemple unique avec la Chine d'un Empire qui a défié les millénaires !



Rien n'était acquis. Byzance n'a jamais cessé, sauf durant ses deux périodes d'expansion, d'être menacée à partir de l'est, de l'ouest, du nord et du sud. Jamais Byzance n'a bénéficié d'un voisinage stratégique apaisé, ou bienveillant, et de longues périodes de paix sans alerte aux frontières. L'Empire byzantin ne doit sa très longue survie qu'à une extraordinaire intelligence et pratique stratégiques, l'une et l'autre produites par le sentiment constant de la menace extérieure, de la fragilité de la situation acquise, et de la réversibilité de toute chose. L'inquiétude stratégique serait-elle le secret de la survie ? La paranoïa existentielle, l'arme décisive des corps politiques qui veulent demeurer ?

Puissance terrestre et maritime dont l'Hinterland majeur est l'Anatolie, l'Empire byzantin avait pour capitale Constantinople, qui disposait d'un port admirablement abrité, renforcé de murailles et, du côté maritime, de chaînes pouvant bloquer la navigation.

Contrairement à la Chine, Byzance n'a jamais bénéficié d'une démographie exceptionnelle, même si la population de Constantinople atteint quelque 250 000 habitants au début du V^e siècle. Aussi, compte tenu de la multiplicité de ses adversaires, a-t-elle dû ne pas dépendre que de la force ; la force n'était pas du côté de Byzance, et elle le savait ! Voilà pourquoi elle devait se protéger de l'extérieur, autrement que par le nombre et la puissance de ses armées.

Au mur d'enceinte initial de la cité, construit dès 324, Constantin fit ajouter un second mur d'enceinte, moins d'un siècle plus tard, haut de 9 mètres et flanqué de 96 tours. Entre les deux murs, il avait fait ménager une vaste aire pour des champs cultivables et des citernes permettant à la cité de subir des sièges prolongés. Byzance était parée pour



résister aux sièges. Sa culture défensive procédait aussi sans doute de sa puissance spirituelle. Trois des grands centres chrétiens à part Rome, Alexandrie, Antioche et Jérusalem constituaient, outre Constantinople, le cœur de l'Empire byzantin à l'heure des grands conciles œcuméniques qui fixèrent les dogmes fondateurs de la religion chrétienne. Ils sont demeurés l'assise de l'Église catholique romaine jusqu'en 1054, date du schisme entre Occident et Orient. Byzance était un foyer majeur de force spirituelle.

Tandis que l'Iran sassanide disparaît devant la ruée musulmane au VII^e siècle, l'Empire byzantin, qui perd l'Égypte et le Levant, s'arc-boute au Taurus qui commande les portes siciliennes. Le système des thèmes est créé afin que les troupes locales tiennent le temps nécessaire à l'arrivée de renforts afin de repousser l'assaillant. L'Empire est également capable de tenir tête aux sièges maritimes des Arabes grâce, notamment, au feu grégeois. Le second siège de Constantinople dure 13 mois (717-718). Jusqu'au XIII^e siècle, la flotte byzantine reste d'une importance décisive à la fois pour assurer la défense des ports, et pour protéger les échanges à l'intérieur de l'Empire, qui se font en grande partie par mer.

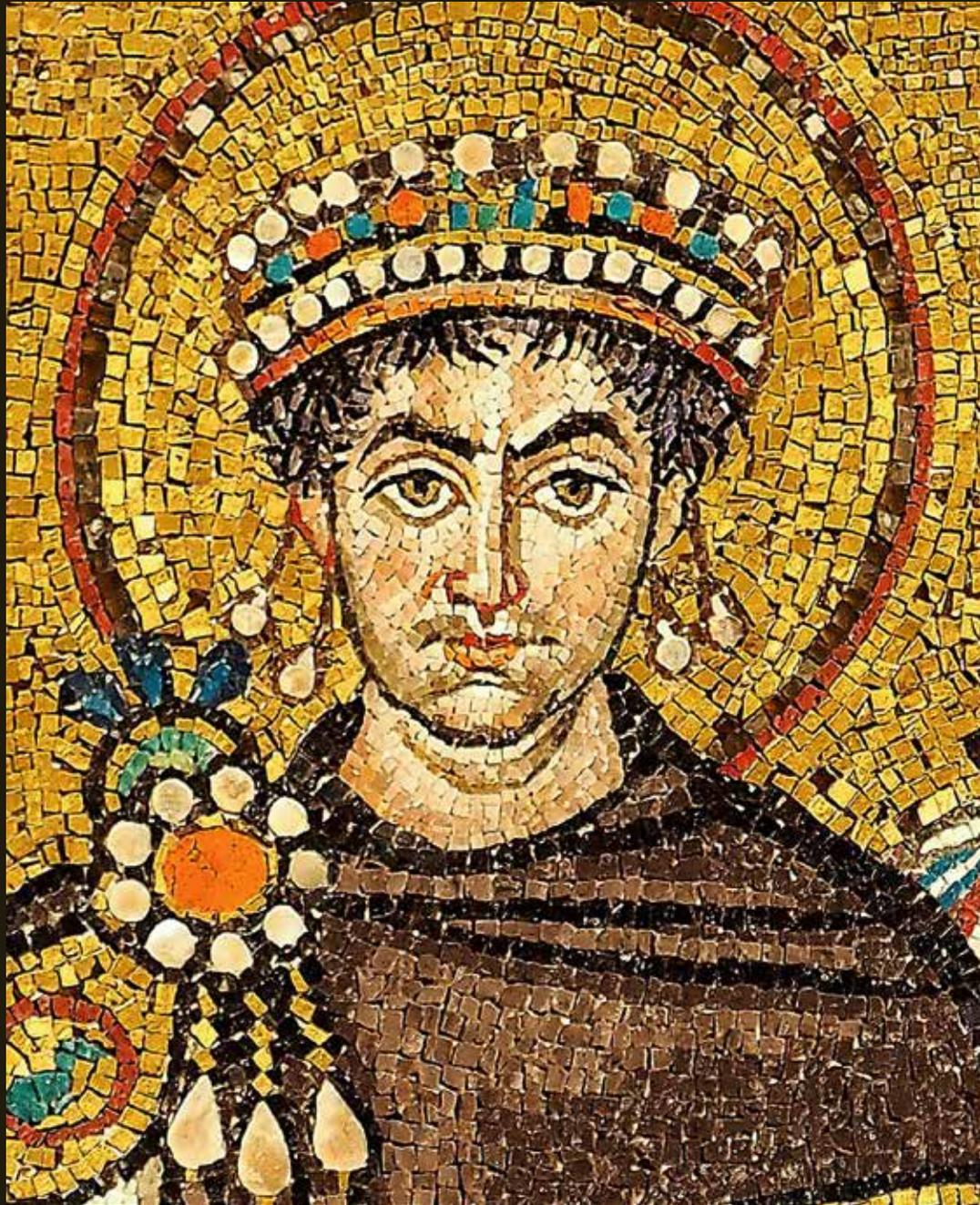
Menacé à l'ouest par les Bulgares au nord-est par les nomades Avars, ensuite Rus, puis Kiptchak, l'Empire tient parce qu'il sait négocier, prévoir, diviser, acheter. Le front oriental (Arménie) est majeur car c'est de là que surgissent les invasions les plus impétueuses : Varègues, Petchenègues, Turques. Par ailleurs la littérature stratégique byzantine est sans nul doute la plus originale et la plus novatrice, tant dans l'Antiquité qu'au début du Moyen Âge. Notamment avec le Strategikon attribué à l'Empereur Maurice, un chef-d'œuvre à l'époque sans égal et la Taktika, attribuée à l'Empereur Léon VI (X^e siècle). Sans compter d'autres auteurs de qualité : Polyen, Onasandre, Nicephore Phokas, Kékauménos qui émaillent son histoire.

En somme, que nous disent les manuels stratégiques byzantins et leurs pratiques au fil des siècles ? Les constats varient ; l'Empire est relativement puissant, parfois pleinement puissant comme sous Justinien (VII^e) ou Basile II (X^e) d'autres fois beaucoup moins. Mais ce qui ressort des manuels stratégiques est la conscience de sa vulnérabilité. Byzance n'a pas la force pour elle. L'Empire n'est jamais le plus fort. Et il le sait, et il l'accepte comme une donnée de base de sa stratégie. Il n'a jamais eu le sentiment comme, par exemple, les États-Unis, d'une puissance si supérieure qu'il est inutile de connaître la culture stratégique d'un adversaire qu'on méprise ou qu'on ignore.

Au contraire, pour les Byzantins, il importe de savoir comment combattait l'adversaire, ses points forts, ses points faibles, bref de parvenir à saisir sa culture stratégique afin de s'adapter au type de réponse que requiert cet adversaire particulier. L'un des points forts de Byzance – quasi unique dans la littérature stratégique, toutes sociétés confondues – est une ethnographie militaire des divers adversaires (livre XI du Strategikon) : « Comment combattent les nomades ? Comment combattent les Rus ?



**L'Empire est relativement puissant,
parfois pleinement puissant comme sous
Justinien (VII^e) ou Basile II (X^e)**



Les Turcs ? Que font les groupes issus de l'Europe ? Comment contrer les uns et les autres ? » Des questions toujours valides et rarement posées jusqu'à ce que l'on constate que l'adversaire se révèle plus coriace que prévu.

À l'origine de cette réflexion il y a, explicitement exprimé, que la « victoire décisive », comme la pensaient et la cherchaient les Romains ou Napoléon, n'existe pas. Chaque victoire, compte tenu de la multiplicité des adversaires (Empire sassanide, poussées nomades, assauts menés par des montagnards) est suivie d'un nouveau défi. C'est sans fin, aussi faut-il ménager ses forces, être aux aguets, user du renseignement, de la subversion, d'alliances de revers et bien sûr de disposer de troupes superbement entraînées, disciplinées, ayant un esprit de corps et le désir de vaincre. Il s'agit d'économiser ses moyens en usant le moins possible du combat frontal chaque fois qu'on peut diviser, démoraliser ou surprendre l'adversaire. Byzance invente la stratégie « du faible au fort », et la réalise superbement pendant des siècles. Faut-il aujourd'hui dire que la culture stratégique byzantine suggère un rapprochement avec celle d'Israël ; la force fondée sur la conscience de ses faiblesses ?

Sur mer, il en est de même, il s'agit d'arriver les premiers avant que l'ensemble des moyens de l'adversaire n'ait encore pu se réunir. D'un point de vue stratégique, la dimension maritime de l'Empire ne saurait être surestimée. Elle est de première importance pour la survie. Le feu grégeois, dont la caractéristique est qu'il ne s'éteint pas au contact de l'eau, jouera un rôle non négligeable dans les victoires navales de la flotte byzantine (bien qu'il ne fut pas connu que des seuls Byzantins). Léon VI dans la Taktika a tout un développement sur les opérations et la guerre navale. Pour sa part l'Empereur Nicephore Phocas est l'auteur d'un très intéressant traité de la guérilla, fort utile pour tenir les portes siciliennes qui verrouillaient l'Anatolie centrale et que rarement les Arabes purent franchir.

La culture stratégique de Byzance n'a rien de rigide ; elle appelle l'adaptation, le changement, la transformation rapide au contact de l'adversaire principal. L'Empire byzantin démontre une remarquable capacité d'adaptation, il conserve, sur la durée, une supériorité majeure dans le domaine de l'information, il parvient souvent à neutraliser les adversaires en les faisant se battre entre eux ou en usant de mariages destinés à sceller des alliances circonstancielles. On achète ceux qui consentent à se vendre et on incite à la trahison des troupes disparates n'ayant pas d'autre intérêt que le butin.

Bref, la bataille sans quartier est très rare, on laisse toujours aux vaincus une porte de sortie afin de ne pas les pousser au combat à mort. On a ainsi une stratégie oblique, toute d'économie et d'intelligence, destinée à ménager les forces afin de durer. Mille ans de survie, dans une aire hautement tourmentée, sont l'illustration des qualités de cette stratégie, et de ses vertus éprouvées. ■



L'histoire de l'Empire romain d'Orient en 10 dates clés

395 Partage de l'Empire romain en deux entités, Constantinople devient la capitale.

476 Chute de l'Empire romain d'Occident.

527-565 Justinien reconstruit presque entièrement, mais de façon brève, un quasi-pourtour de la Méditerranée autour de ce que l'on appelle la première expansion. L'adversaire principal à cette époque est l'Iran sassanide.

642-718 Un sérieux recul, dû à l'expansion arabe, prive l'Empire romain d'Orient de l'Égypte et du Levant (l'Iran sassanide disparaît).

945-1025 Deuxième période d'expansion menée par des Empereurs remarquables dont Basile II (945-1025)

1071-1176 L'Anatolie est perdue au profit des Turcs Seldjoukides.

1204 La quatrième croisade qui devait délivrer Jérusalem est dévoyée par Venise, concurrente commerciale et religieuse, et mène au sac de Constantinople. Ce qui reste de l'Empire se réfugie autour de Trébizonde.



1258 Les Byzantins reprennent le pouvoir à Constantinople.

1389 Les Ottomans aux Balkans marquent l'agonie de Byzance (Kosovo 1389) tandis que de tardives croisades échouent. Constantinople jouit d'un répit grâce à l'incursion de Tamerlan (1402).

1453 Chute de Constantinople.

Cette perte irréparable pour le monde chrétien et l'Europe sera heureusement compensée par le début de l'expansion maritime portugaise, suivie par celle de l'Espagne, de la Hollande, de la France et de la Grande-Bretagne.





La Chine historique

Si la dimension et la trajectoire récente de la Chine la placent au cœur des interrogations et des peurs américaines et occidentales, son histoire fournit des éléments d'appréciation de situation contrastés. Par rapport aux autres civilisations, étroitement fondées sur une interprétation religieuse sans partage (judaïsme, christianisme, islam, les trois grands monothéismes occidentaux), la Chine apparaît à la fois fort peu métaphysique, laïque et tolérante. En effet, durant la majeure partie de son histoire, coexistent en Chine taoïsme, confucianisme, bouddhisme, sans heurt notable. Seul le légisme apparaît, sous les Han, comme « totalitaire », à la manière du régime de la période actuelle. Mais la Chine n'a pas connu de religion dominante, comme ont pu l'être les monothéismes, avec d'immenses conséquences politiques - « *cujus regio, ejus religio* » est totalement absent de l'Empire chinois, qui n'a jamais connu de guerres au nom de la religion.

Avant même l'unification réalisée par le premier empereur Qin Shi Huangdi, la pesée des vagues nomades aux confins de l'Empire est rude. Les Chinois sédentaires cherchent à les contenir par des alliances de revers, des mariages, et parfois, quand les conditions le permettent, par des contre-attaques.

Parmi tous les Empires, la Chine se distingue par sa durée, son rayonnement culturel, sa capacité permanente d'absorption des envahisseurs, fondée sur sa supériorité démographique. Tout ce qui touche l'Empire du Milieu paraît se dissoudre dans sa masse humaine, sans équivalent dans le monde. Les clés de la continuité de l'Empire sont représentées par les lettrés fonctionnaires qui disposent d'un très vaste pouvoir et sont à la fois les gardiens de la pensée traditionnelle et les gestionnaires de l'Empire – les garants d'une puissance de civilisation qui s'étend très au-delà des limites de l'Empire et que symbolise l'institution du mandarinat.

Les autres groupes sociaux sont les paysans, base économique du pays, sans aucun pouvoir politique (sinon le soulèvement, épisodique, mais redouté). Les marchands et les artisans sont des acteurs économiques mais ils sont dénués de tout pouvoir politique. La légitimité de l'Empereur est difficile à appréhender pour nous. Le « mandat du ciel » dont est investi l'Empereur peut être perdu pour incompetence à assurer un ordre fondé sur une certaine harmonie sociale, écologique ou économique et non sur des considérations stratégiques ou guerrières.

Comme c'était le cas dans l'Égypte ancienne, les pluies et le régime des eaux décidaient du lustre du régime plus que les conquêtes extérieures ! Le bon Empereur est celui qui voit les pluies régulières, les crues au bon moment pour la culture du riz, et les terres fertiles, ce qu'exprime le « mandat du ciel » ! D'ailleurs, sauf sous les Han et les Tang, la Chine a été davantage, sauf au début de la dynastie Ming, sur la défensive que sur l'offensive. La Chine n'a pas été conquérante, sauf à de rares exceptions, dictées par la nécessité plus que par la volonté d'imposer sa volonté à d'autres. À certains égards, l'Empire chinois est la première puissance



écologique – dont le mandat politique tire une part majeure de sa légitimité de l'état du milieu naturel qui assure ou non une nourriture abondante à sa population, et qui ne cherche pas à s'étendre au-delà de son territoire naturel et ethnique.

Précédée de dynasties légendaires, la Chine comme Empire en tant que tel apparaît, il y a plus de trois millénaires, autour du fleuve Jaune et s'étend progressivement vers le sud jusqu'à la mer de Chine méridionale, puis vers l'ouest. Protégée à l'est par le Pacifique (les pirates japonais ne deviennent dangereux qu'au XVI^e siècle), au sud-ouest par la barrière himalayenne et le plateau du Tibet (Les Tibétains ne furent offensifs qu'entre le VII^e et le X^e siècle), la Chine durant plus de deux millénaires n'a été vulnérable que par le nord. La menace extérieure était uniquement représentée par les nomades de la steppe. Le danger, avant même la formation de l'État chinois unifié qui fait suite aux petits royaumes chinois de la période dite des Printemps-Automnes (722-481) et des Royaumes combattants (à partir de -403), provient des vagues de cavaliers archers nomades de diverses dénominations.

En effet, avant même l'unification réalisée par le premier Empereur Qin Shi Huangdi, la pesée des vagues nomades aux confins de l'Empire est rude. Les Chinois sédentaires cherchent à les contenir par des alliances de revers, des mariages, et parfois, quand les conditions le permettent, par des contre-attaques. Quand ils n'y parviennent pas, des éléments nomades occupent la partie septentrionale du pays. Mais, et ce fait est capital, une fois installés les nomades sont culturellement sinisés et bientôt démographiquement absorbés. La Chine des Han absorbe ses vainqueurs. Une fois pleinement sédentarisés, ils sont la proie d'une nouvelle vague nomade qui, à son tour, sera acculturée et absorbée par la masse chinoise.

Lorsqu'une dynastie est puissante, la Chine passe à la contre-attaque et son expansion s'opère vers le sud ou l'ouest et surtout au nord vers l'Asie steppique. Les allers retour seront multiples, la frontière nord actuelle au long du fleuve Amour, au nord d'Harbin, n'étant qu'une version sans doute temporaire de la frontière avec la Russie, déplacée vers le Sud au détriment de la Chine qui semble reconquérir par sa démographie les territoires perdus.

À l'intérieur de l'Empire, les tensions peuvent mener à la guerre civile, qui est la véritable question stratégique – le maintien de l'unité intérieure. Confucianisme et taoïsme sont présents avant même l'unification du pays. Puis apparaît, avec l'unification, le très autoritaire légisme. Enfin sont déjà présentes les grandes valeurs de la culture chinoise : l'écriture, la calligraphie, l'organisation administrative (la méritocratie du mandarinat), les stratèges (Sun Zi, Sun Bin) : ce sont les bases de l'État unifié qui, au fil du temps, ne seront jamais détruites. Ce sont aussi les bases d'un rayonnement de civilisation qui dépassera très largement les frontières de l'Empire.



Au long des siècles, le danger majeur reste le même, celui qui vient des steppes et dont le monde s'étend de la Manchourie à la mer Noire et ira jusqu'à la puszta hongroise, son avancée ultime au cœur de l'Europe. Le centre de gravité de cette aire se situe entre la Mongolie et le lac Baïkal. Lorsqu'ils ne sont pas conflictuels, les rapports entre sédentaires et nomades sont fondés sur la diplomatie et les échanges. Les Chinois cherchent à neutraliser ces derniers par des mariages entre princesses chinoises et chefs de tribus. Les saisons et les récoltes dictent le rythme des affrontements qui subsistent. Les incursions nomades surviennent à la fin de l'été après que les chevaux aient pu paître convenablement. Les contre-attaques chinoises, en revanche, ont lieu au début du printemps quand les chevaux des nomades sont en médiocre condition après l'hiver.

La géographie et les protections qu'elle assure ou pas dictent en grande partie l'extension chinoise. Au sud, les Chinois étendent progressivement leur domination jusqu'à la mer et au Tonkin, occupé durant près d'un millénaire. En revanche, au nord, il s'agit de se séparer ; ce sera le rôle de la Grande Muraille. La Grande Muraille est esquissée très tôt contre les incursions nomades, pour protéger la région vitale pour la Chine qu'est l'Ordos. Le fleuve Jaune fait une très large boucle remontant vers le nord. Cette boucle stratégique nommée l'Ordos doit absolument être tenue par les Chinois sous peine de rendre le nord de la Chine très vulnérable. Pour être en sécurité, les Chinois doivent tenir les oasis et le bassin du Tarim ainsi que les routes de la soie. Une fois ces objectifs verrouillés, les nomades sont rejetés vers des régions inhospitalières. Sous la grande dynastie des Han, les Chinois investissent une partie de la Corée (-108) et le sud de la Manchourie. Pour accéder à l'Asie centrale, les Chinois doivent s'assurer du contrôle de l'essentiel corridor du Quanzhou. On peut ainsi atteindre le Ferghana, le Kouchan, la Bactriane (où on se procure des chevaux de qualité). C'est là, en 751, au Kazakhstan actuel, que l'avancée des armées chinoises est stoppée par l'expansion musulmane. C'est aussi par-delà ce corridor que la Chine, jadis, eu contact avec l'Empire romain.

Les grandes dynasties chinoises de l'Empire sont celles des Han (-206 à 220), des Tang (618-907), des Song (960-1278) et des Ming (1368-1644). Par deux fois la Chine est entièrement conquise : par les Mongols : dynastie Yuan 1279-1367 et par les Mandchous : dynastie Qing 1644-1911.

Comme avant eux les bandes nomades qui étaient parvenues à s'installer dans l'Empire, ces conquérants se sinisent dans une large mesure, dans le sens où ils épousent l'expansionnisme géopolitique de la Chine elle-même. L'immense Chine conquiert ses vainqueurs ; elle en fait des Chinois ! Ce sont les Mandchous, par exemple, qui en finissent, au milieu du XVIII^e siècle, avec la menace nomade, tout en faisant atteindre à l'Empire chinois sa plus grande extension, celle qu'elle a aujourd'hui. Les Mandchous sont les seuls conquérants à avoir résisté à la sinisation démographique en interdisant tout mariage avec

des Chinoises et en veillant à une stricte séparation ethnique. C'est sous les Tang, sans doute la plus grande des dynasties chinoises, que ceux-ci atteignent Herat et Samarkand. Ils y construisent le canal entre le fleuve Jaune et le Yang Zu. C'est une période où l'on constate l'introduction et la diffusion du bouddhisme. C'est également sous les Tang que l'influence chinoise atteint le Japon, via la Corée. Vers 1000, la Chine aurait atteint environ cent millions d'habitants. Au XII^e siècle, la Chine bénéficie d'une nette avance sur l'Europe avec l'invention de l'imprimerie, de la poudre à canon et de la boussole. Le territoire est pacifié, les marchands protégés dans des conditions bien supérieures à celle de l'Europe, qui feront l'administration de Marco Polo (vers 1260) ! Sous les Ming, à une époque où les Portugais ont à peine dépassé Madère, sept grandes expéditions maritimes chinoises (1405-1433) dirigées par l'amiral eunuque Zheng He arrivent jusqu'en Afrique orientale. À la différence des expéditions occidentales, ce voyage n'a pas pour but de piller, de conquérir, ou de rapporter des esclaves ; au contraire, l'Empereur envoie des cadeaux aux peuples lointains des côtes arabes et africaines, pour leur faire ressentir sa splendeur et sa munificence ! Et ce que l'Empire en retire de plus précieux, objet de maintes peintures et de poèmes curieux, c'est... une girafe, qui suscite l'admiration impériale et prend place dans le bestiaire fantastique chinois !

Par la suite, dès le milieu du siècle, la piraterie japonaise oblige la Chine à se refermer. Le repli territorial de la Chine, après les extraordinaires explorations maritimes du XV^e siècle qui rendaient chaque pays visité « tributaire » de l'Empire du Milieu, sans aucun but de conquête ou de colonisation, est la conséquence du déferlement des pirates japonais obligeant la dynastie à faire reculer les populations chinoises côtières vers l'Hinterland. Pour plusieurs siècles, vers 1430 et la destruction de la flotte de l'amiral Zeng He, puis l'interdiction de tout voyage maritime sous peine de mort, la Chine tourne le dos à la mer. C'est un pivot majeur, qui explique une grande part de l'histoire de la Chine au cours des siècles suivants. Les Ming appellent alors à l'aide les Mandchous qui s'emparent du pouvoir.

Depuis longtemps déjà, la diaspora chinoise, notamment en Asie du Sud-est joue un rôle commercial de premier plan. Le rayonnement de l'Empire chinois est aussi démographique ; la Chine exporte une partie de sa population, elle en tire des réseaux commerciaux, des flux d'information, et une connaissance du monde souvent sous-estimée à l'heure actuelle. ■



L'Empire ottoman

Plus que sa durée, c'est son expansion extraordinairement rapide qui vaut l'observation stratégique de l'Empire ottoman, dont la Turquie d'Erdoğan se veut l'héritière. La dynamique de l'Islam conquérant a peu d'exemples dans l'histoire, et elle a durablement imprimé sa marque sur les peuples qui y ont été soumis, de l'Afrique du Nord à l'Espagne et des Balkans à l'Asie centrale.

Mehmet II (1451-1481) érige la forteresse de Roumeli-Hissar (1452) dans le Bosphore et met le siège devant Constantinople. Après 54 jours, le canon triomphe des murailles centenaires de la cité, l'Empereur byzantin meurt les armes à la main.

En dehors du principe dynastique, dans lequel la direction de l'Empire est réservée à la maison d'Osman, les Ottomans sont des sunnites. De surcroît, après le début du XVI^e (jusqu'à 1924), ils détiennent le califat. Ce sont eux qui, à partir de 1514, combattent le chiïsme de la dynastie séfévide, en Iran et au-delà, conflit toujours actuel et sans cesse renouvelé. En fait, la période la plus faste de l'islam est celle des Abbassides (qui prend fin en 1258 avec la chute de Bagdad, détruite par les Mongols) dans laquelle l'influence des Iraniens a été centrale. Les Ottomans ont été d'abord préoccupés de conquêtes, puisque les campagnes annuelles du XV^e au XVIII^e siècle étaient un moyen d'accumulation qui s'épuise à la toute fin du XVIII^e siècle.

Les grands voyageurs (surtout arabes et persans) musulmans bénéficièrent de la première mondialisation dont l'épicentre était l'océan Indien. Les premiers grands voyageurs chrétiens ne sont pas des marchands mais des prêtres (doctes) qui veulent renseigner la chrétienté sur l'Autre, sa force, ses buts, ses techniques (Jean de Plan Carpin, Guillaume de Ruybroek). Quant à Ibn Khaldoun, contemporain de Tamerlan, c'est un maghrébin génial qui, au XIV^e siècle, invente la sociologie politique.

L'islam sunnite (contrairement à l'islam chiite) n'a pas de clergé. L'Iran n'aurait pu tenir, depuis 1979, sans la cohésion de son clergé. De même, au moins jusqu'au schisme protestant, l'Église catholique, de 1054 au début du XVI^e siècle, a réussi à marginaliser toutes les Églises d'Orient, à l'exception de Constantinople (nestoriens, arméniens et autre « monophysites », assyro-chaldéens, éthiopiens (Abyssinie), etc.

Aujourd'hui, l'islam met en concurrence, comme de coutume, ses différentes familles; concurrence entre sunnites et chiites mais encore



entre sunnites s'inspirant des Frères musulmans (Turquie, Qatar, etc.) et sunnites enflammés par l'Arabie saoudite, etc.

L'Empire ottoman est né d'une modeste tribu turcophone chassée d'Asie centrale par l'avancée foudroyante des Mongols au début du XIII^e siècle. Les Osmanlis (de la famille d'Osman) se taillent une principauté sous la souveraineté des Seldjoukides (première vague de turcophones issus de Haute Asie qui s'installent au Moyen-Orient dans la première partie du XI^e siècle). La principauté Osmanli jouxte les possessions byzantines en Anatolie occidentale non loin de Constantinople. Contrairement aux États musulmans, l'Empire ottoman est fondé sur un principe dynastique étranger à l'Islam : la fidélité à la famille d'Osman. La principauté tenue par les Ottomans est loin d'être la plus puissante d'Anatolie mais elle est admirablement située face à la capitale, Constantinople.

Les Osmanlis prennent une importance géopolitique de premier plan lorsque sur la demande des Byzantins, afin de contrer les Bulgares, ils franchissent les Dardanelles, investissent Gallipoli (1352) et prennent bientôt pour capitale Andrinople (Edirne) en 1361. À l'origine, entrés en Thrace en tant qu'alliés des Byzantins pour une incursion circonstancielle, les Ottomans s'établissent de façon pérenne dans les Balkans et représentent désormais une menace latente. Bientôt, poussant leur avantage, des Ottomans s'avancent dans les Balkans. Sophia est prise (1385), puis la coalition chrétienne, menée par un souverain serbe, est gravement défaite au Kosovo (1389). Le sud du Danube est en grande partie investi.

Les Ottomans afin de n'être plus tributaires de la fréquente insubordination de certains combattants musulmans créent un système destiné à leur être fidèlement subordonné : le devchirmé, une levée obligatoire d'enfants chrétiens islamisés et encasernés de 12 à 20 ans destinés à devenir une infanterie d'élite : les Janissaires. Ceux-ci ne doivent fidélité qu'au sultan et ils doivent rester célibataires, du moins est-ce la règle pendant les deux premiers siècles. Ce sont des non-Musulmans qui vont donner à l'Empire ottoman ses meilleures troupes, et constituer un élément de sa survie!

Le sultan Bayazid domine bientôt les Balkans jusqu'au Danube. De part et d'autres des Dardanelles, il imposa un État centralisé. En 1396 à Nicopolis il défait une armée croisée. En Anatolie, il élimine la dernière des grandes principautés rivales, celle des Karamanides. Il entame bientôt un blocus de Constantinople qui n'est sauvée que par l'incursion de Tamerlan qui, avec le génie qui le caractérise, écrase les Ottomans en 1402, accordant ainsi un répit inespéré à Constantinople. Cela permet aux principautés musulmanes récemment défaites de refaire surface tandis que les deux fils de Bayazid se disputent le pouvoir. Constantinople soutient le plus faible des prétendants.

Cette querelle de succession dure deux décennies et se termine par la victoire de celui qui n'est pas le candidat de Constantinople, Mourad II (1423). En Anatolie, la situation est stable, mais le nouveau sultan doit se tourner vers les Balkans où la puissance hongroise qui défend la chrétienté paraît menaçante. En effet, le Hongrois Jan Hunyadi remporte deux vic-



toires, dont l'une au sud du Danube. À cette époque, la Hongrie est le rempart de la chrétienté. Mais une dernière tentative croisée appuyée par le pape est défaite à Varna (1444) et le reflux des armées chrétiennes scelle le destin de Constantinople. Entre-temps Mourad II crée un très important corps de canoniers.

Mehmet II (1451-1481) érige la forteresse de Roumeli-Hissar (1452) dans le Bosphore et met le siège devant Constantinople. Après 54 jours, le canon triomphe des murailles centenaires de la cité, l'Empereur byzantin meurt les armes à la main. Le pape atterré déclare : « La chrétienté vient de perdre l'un de ses deux yeux » (lettre à Nicolas de Cues). L'Empire ottoman a détruit l'Empire chrétien d'Orient.

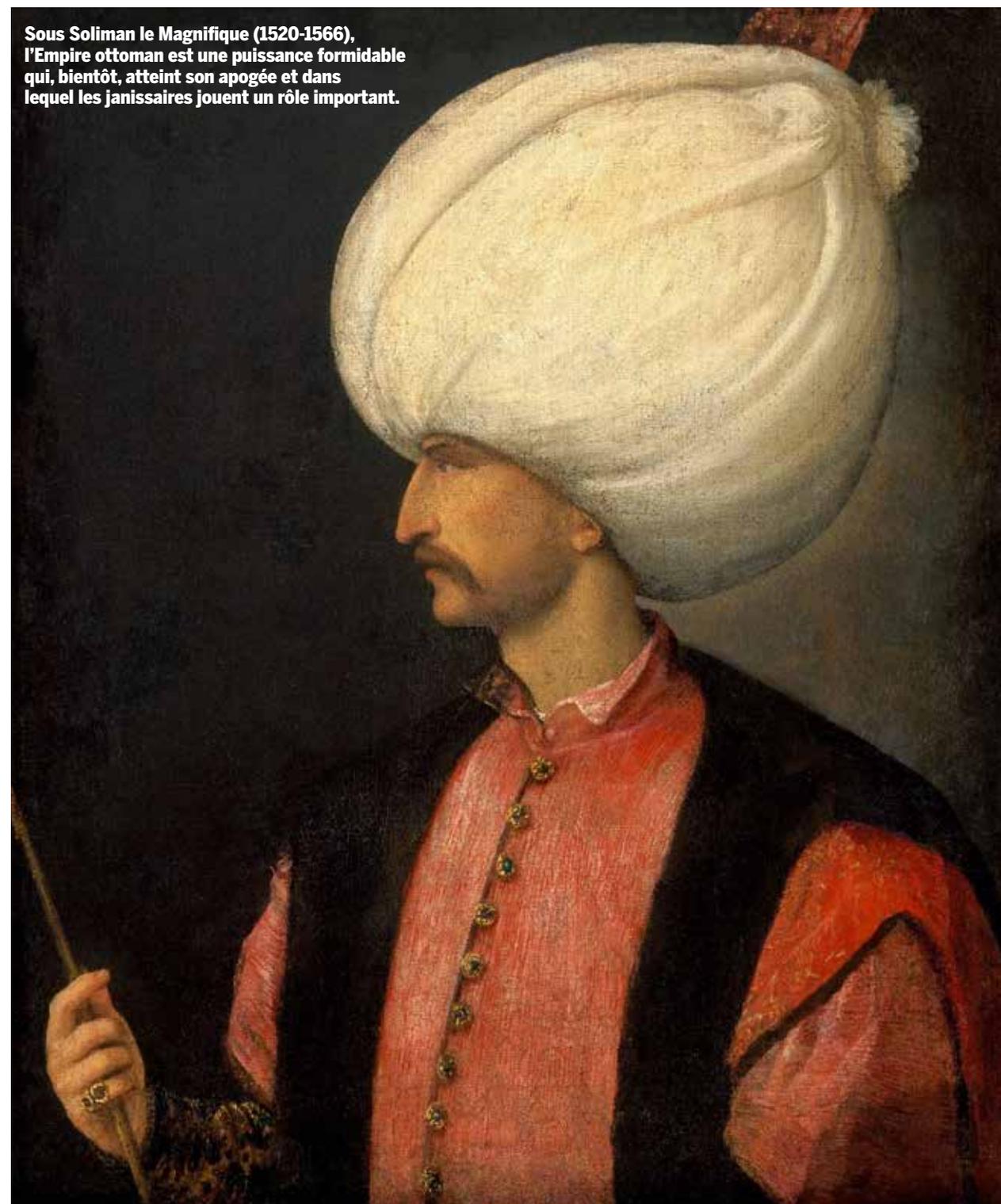
La suzeraineté ottomane sur la mer Noire est établie, mais les Ottomans échouent par deux fois devant Belgrade à cause des interventions hongroises. Venise, pour sa part, encourage la résistance du chrétien Scanderbeg en Albanie et reste maîtresse des mers en Méditerranée. Puis, Venise fait alliance avec le rival majeur des Ottomans en Anatolie Orientale, les Aq Qoyunlu, qui règnent sur l'Iran occidental. Les deux puissantes armées se rencontrent sur l'Euphrate (1473) et, grâce à leur artillerie, les Ottomans triomphent. Venise est repoussée de Morée et d'Albanie tout comme les Hongrois de Bosnie. Surtout, les Ottomans deviennent les suzerains du Khanat de Crimée (1475). La mer Noire devient un lac Ottoman pour trois siècles, ce que la Turquie d'aujourd'hui n'a pas oublié.

Le fils de Bayazid, Selim, qui représente l'orthodoxie sunnite, bat les Safavides iraniens chiïtes en 1514 à Tchaldiran et s'empare de l'Irak à majorité chiïte ouvrant par là une longue histoire d'inimités. Puis Selim parvient à battre les Mamelouks en Syrie et en Égypte toujours grâce à son artillerie supérieure qui fait la décision sur le champ de bataille (1517). L'Empire ottoman devient le protecteur du monde musulman sunnite et Constantinople abrite désormais le califat (jusqu'à 1924).

L'Empire ottoman occupe l'aire de l'Empire romain d'Orient sous Justinien et, comme Byzance, il est bloqué à l'est par les dynasties qui contrôlent le plateau iranien. Phénomène pérenne tout au long de l'histoire.

Sous Soliman le Magnifique (1520-1566), l'Empire ottoman est une puissance formidable qui, bientôt, atteint son apogée et dans lequel les janissaires jouent un rôle important. Le fait que, lors de la construction de l'Empire, les fiefs gagnés par les combattants valeureux n'étaient pas héréditaires a compté à la fois dans la vitalité mais aussi la fragilité de l'Empire. Chaque fois, il faut vaincre à nouveau. Avec le temps ce phénomène disparaîtra. Les Ottomans s'allient à François I^{er} contre Charles Quint de façon circonstancielle et, finalement, les Ottomans soutiennent les protestants. On remarque que les inimitiés religieuses cèdent le pas désormais aux intérêts d'État, selon un réalisme que Richelieu exprimera dans son Testament (1632). Soliman s'empare de Belgrade (1520), défait les Hongrois (1526) et occupe Buda. Une partie de la Hongrie devient province ottomane. L'Empire continue sa poussée vers l'Ouest. Cependant, en 1529,

Sous Soliman le Magnifique (1520-1566), l'Empire ottoman est une puissance formidable qui, bientôt, atteint son apogée et dans lequel les janissaires jouent un rôle important.



le siège de Vienne est un échec. Le lent déclin ne commence que vers la fin du XVI^e siècle. Entre temps, Charles Quint, dont la France est la rivale, se rapproche des Safavides chiites d'Iran afin d'avoir un allié de revers contre les Ottomans.

Cependant Soliman remporte un succès contre l'Iran, l'Azerbaïdjan tombe sous la coupe ottomane (1534-1535). Profitant du fait que les Ottomans mènent campagne en Europe, les Persans contre-attaquent. Un traité fixe la frontière entre les deux États, qui est à peu près celle que l'on connaît aujourd'hui. Bagdad reste aux mains des Ottomans et, durant deux siècles, la rivalité entre les deux Empires musulmans, ponctuée de conflits, reste permanente. L'Empire ottoman vit en grande partie du butin des conquêtes annuelles au nord du Danube. Chaque année, une offensive est menée, généralement victorieuse et permet de remplir les caisses de l'État tout en accroissant le prestige de l'Empire.

La dimension maritime de l'Empire ottoman est également très importante. La marine ottomane est présente dans l'océan Indien durant le XVI^e siècle. L'amiral Peri Reis s'empare de Mascate, de Bassorah ainsi que d'Aden.

Le long de l'Afrique orientale, de Mogadiscio (Somalie) à Kilwa (Mozambique) l'Empire ottoman est redoutable et se livre entre autres, au trafic d'esclaves, incensant du Moyen Age au début du XX^e siècle – voire plus tard... La mer Rouge et le golfe Persique sont disputés aux Portugais, la Méditerranée à Venise et à l'Espagne. Une fois maîtres de l'Égypte, les Ottomans investissent Tripoli, Tunis et Alger vers le milieu du XVI^e siècle. Une coalition chrétienne remporte la victoire sans lendemain de Lépante (1571).

Jusqu'en 1580 l'Empire ottoman vivait comme une entreprise militaire dont la croissance dépendait de l'expansion annuelle. Celle-ci atteint son zénith à la fin du XVI^e siècle tandis que la guerre incessante sur deux fronts est coûteuse. Sur le front oriental, ni les Ottomans ni les Séfévides ne marquent d'avancée après le début du XVI^e siècle. En revanche sur le front nord-ouest les armées ottomanes envahissent une partie de la Pologne. Un second siège devant Vienne (1683) échoue et marque le début du reflux de l'Empire ottoman sur mer où l'océan Indien est de plus en plus contrôlé par les Européens et, bientôt, sur terre.

En effet un nouvel adversaire apparaît à la fin du XVIII^e siècle : les Russes qui se dirigent vers la mer Noire, menacent la Crimée où se trouvent les fidèles alliés des Ottomans : les Tatars (reliquat de l'expansion mongole des XIII^e et XIV^e siècle). Les Ottomans sont en butte à l'Iran, à la Russie moscovite et à l'Empire des Habsbourg.

Dans les quinze dernières années du XVII^e siècle, le recul des Ottomans est manifeste : Buda et Belgrade sont perdus. Pierre le Grand accentue la poussée russe, s'empare d'Azov et affaiblit le khanat de Crimée qui peine à survivre pour finalement disparaître en 1783. La mer Noire cesse d'être un lac ottoman. Le reflux est entériné par le traité de Karlowitz (1699) et ne s'arrêtera désormais plus jusqu'à la chute.



L'Empire ottoman peine à se rendre compte de son déclassement. Des réformes ne seront envisagées qu'un siècle plus tard. Les rivalités européennes concourent à prolonger son existence. Depuis la guerre de Crimée (1854) l'Angleterre et la France s'opposent à la Russie, qui est empêchée d'accéder à la Méditerranée. Les tentatives de réformes ottomanes (Tanzimat) échouent manifestement. À partir de 1870, l'Empire ottoman, bousculé en Bulgarie par les Russes, est moribond et ne survit que parce que la Grande-Bretagne préfère un Empire ottoman affaibli à une Russie qui contrôlerait le détroit des Dardanelles et permettrait sa présence en Méditerranée.

Au début du XX^e siècle, l'Empire se délite : la Libye devient italienne (1911), l'allié albanais cesse de coopérer et devient indépendant (1913). Entre temps, les Jeunes Turcs, en 1908, proclament l'égalité de tous les sujets de l'Empire. Cette clémence dure peu, les panturquistes qui s'emparent du pouvoir veulent unir les peuples turcophones à l'exception des autres.

Lorsque la Première Guerre mondiale éclate, l'Empire ottoman se range du côté de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie contre l'Angleterre, la France et la Russie (où se trouvent pratiquement tous les turcophones). La guerre est l'occasion de se débarrasser des Arméniens (au moins 1 million de victimes) ainsi que d'autres minorités chrétiennes et des Grecs du Pont. À la fin de la guerre, l'Empire perd toutes ses possessions moyen-orientales.

Mustafa Kemal parvient pourtant, grâce à l'aide des bolchéviques, à éviter le désastre du traité de Sèvres (1920) en créant un État-nation calqué sur le modèle européen. La laïcisation de la Turquie est brutale. Le califat est supprimé en 1924. Une modernisation est entamée qui sera remise en cause au début du siècle suivant par un retour au religieux apprécié dans les campagnes et certains secteurs urbains.

La Turquie du XXI^e siècle veut se retailler une place de choix dans l'Asie centrale et la Méditerranée orientale, une place fondée sur son héritage territorial et religieux. En témoignent des projets de civilisation, comme le complexe d'enseignement universitaire et de recherche d'Ankara, qui entenc concurrencer l'université Al Azhar du Caire, ou encore l'aéroport d'Istanbul, avec la multiplication de salles d'exposition consacrées à corriger l'image de l'Empire ottoman et à revendiquer une place de pionnier dans l'exploitation géographique (Ibn Battuta), la géométrie (Omar Khayyam), l'astronomie (Al Biruni) et la médecine (Avicenne). En témoignent plus encore les multiples actions d'influence civilo-militaires turques, du Sahel à l'Irak et de l'Azerbaïdjan à la Chine. ■





L'Empire iranien

L'Iran a été judicieusement désigné par René Grousset comme l'« Empire du Milieu », le véritable Empire du milieu de l'Asie. L'Iran a joué un rôle majeur tout au long des trois derniers millénaires. Le courant religieux issu de Zathoustra, le mazdéisme ou le yézidisme, marque encore profondément le Moyen Orient, y compris par son influence sur les religions du Livre. La civilisation perse s'est diffusée loin en Asie centrale et dans les pays arabes. Les Achéménides formèrent, au premier millénaire avant l'ère présente, le plus vaste Empire de l'antiquité et celui-ci ne fut pas éphémère comme celui d'Alexandre qui parvint à le détruire au -IV^e siècle, tout en assimilant une grande part.

**Seul le Shah Mohamed Reza Pahlavi
aura choisi jusqu'en 1979, d'avoir un règne
où le religieux n'exerce pas
un rôle central puisqu'il se réfère
aux origines aryennes de l'Iran
dans un vain effort de laïcisation.**

Le plateau iranien fut bientôt tenu par les Parthes, un peuple de cavaliers issus d'Asie centrale auxquels la puissance romaine se heurta sans succès. Puis le plateau iranien fut dominé par la dynastie sassanide (à partir de -226) des mazdéens qui s'emparent du contrôle de la Mésopotamie et du Levant (actuelle Syrie). L'Empire romain d'Orient, mieux connu sous le nom d'Empire byzantin qui domina le Levant, l'Égypte et les Balkans ne put jamais repousser la puissance iranienne. De fait, les deux Empires s'épuisèrent l'un et l'autre au début du VII^e siècle dans une longue lutte qui profita à la soudaine expansion musulmane. Les deux ennemis fixés l'un contre l'autre ne virent pas la force nouvelle qui allait les balayer l'une et l'autre.

En quelques batailles: Yarmouk (636) où l'Empire romain d'Orient perd la Syrie, Qadisiya (637) où l'Empire sassanide est battu et Nahavand (642) où ce dernier disparaît, l'Égypte est désormais contrôlée par les Musulmans. L'Empire romain d'Orient survit rétréci mais c'en est fini de l'Empire perse. La crise de succession après la mort du prophète est à l'origine du schisme qui déchire, par intermittence, le monde musulman jusqu'à aujourd'hui. Sunnites et chiïtes s'affrontent. Les sunnites, originellement sont choisis parmi les compagnons du Prophète, les chiïtes, au contraire estiment que le califat doit être réservé aux membres de sa famille. Pour ces derniers, la mort d'Hussein, petit-fils du Prophète à Karbala est un événement capital. La dynastie omeyyade (660-750), dont la capitale est Damas, marque le triomphe des sunnites. Quoi qu'il en soit, la conquête arabe est impétueuse et, en quelques décennies, atteint l'Espagne (711) d'une part et, d'autre part l'Indus (712). La conquête est entre autres facilitée parce que la liberté religieuse est laissée aux «peuples du



Livre» (juifs et chrétiens). Ceux-ci ont un statut de dhimmis et bénéficient de la protection du vainqueur à condition de payer un impôt particulier. En revanche, ils ne peuvent porter d'armes.

L'expansion arabe a pu s'emparer à la fois des possessions de l'Empire romain d'Orient (Levant, Égypte) et du plateau iranien qui, des Parthes aux Sassanides fut, durant des siècles, le rival de Rome comme de l'Empire romain d'Orient. C'est de l'intérieur du monde musulman, que se produit la chute des Omeyyades. Celle-ci est provoquée par une révolte issue de l'Iran oriental qui défait des troupes omeyyades (749). Le califat passe aux mains des Abbassides (750) avec des conséquences importantes. La capitale du monde musulman est désormais Bagdad et la dynastie dure jusqu'en 936. On constate que le pouvoir glisse graduellement des mains de la minorité conquérante arabe aux éléments récemment convertis, les Persans, nombreux dans l'administration. C'est de l'intérieur du monde musulman que va se reconstituer la puissance perse.

Le califat d'Haroun Al Rachid (786 – 809) marque l'apogée de la dynastie. L'essor économique est considérable, la civilisation urbaine se développe. D'autres califats apparaissent: Omeyyades de Cordoue (756), Fatimides de l'Ifriqiya, chiïtes, autour de Kairouan, qui ne tardent pas à conquérir l'Égypte (929) dont ils seront évincés deux siècles plus tard par le sunnite Saladin. En 945 les émirs Bouyides (chiïtes) occupent Bagdad. L'Islam a désormais plusieurs centres: Cordoue, l'Égypte, l'Iran. Les Turcs, dont le rôle militaire n'a cessé de croître à partir du XI^e siècle éliminent les Bouyides chiïtes et restaurent l'autorité du califat.

L'Iran joue un rôle considérable sous les Abbassides. C'est le pivot de la masse eurasiatique aux VIII^e-IX^e siècles. Le commerce international est sous contrôle musulman et l'océan Indien joue un rôle essentiel. Sans doute peut-on voir là, l'amorce de la première mondialisation.

L'une des caractéristiques de l'Iran, qu'il partage avec la Chine, est l'influence civilisatrice qu'il exerce sur toutes les vagues nomades issues d'Asie centrale. Tandis que la Chine, compte tenu de sa culture et aussi de sa vigoureuse démographie absorbait les vagues d'invasions, l'Iran les persianisait, même lorsque la dynastie en place n'est pas persane mais d'origine étrangère. Chine et Perse apparaissent ainsi comme des puissances civilisatrices et assimilatrices, bien loin des puissances occidentales d'aujourd'hui. Leur héritage régional pèse et pèsera lourd dans les rééquilibres stratégiques en cours.

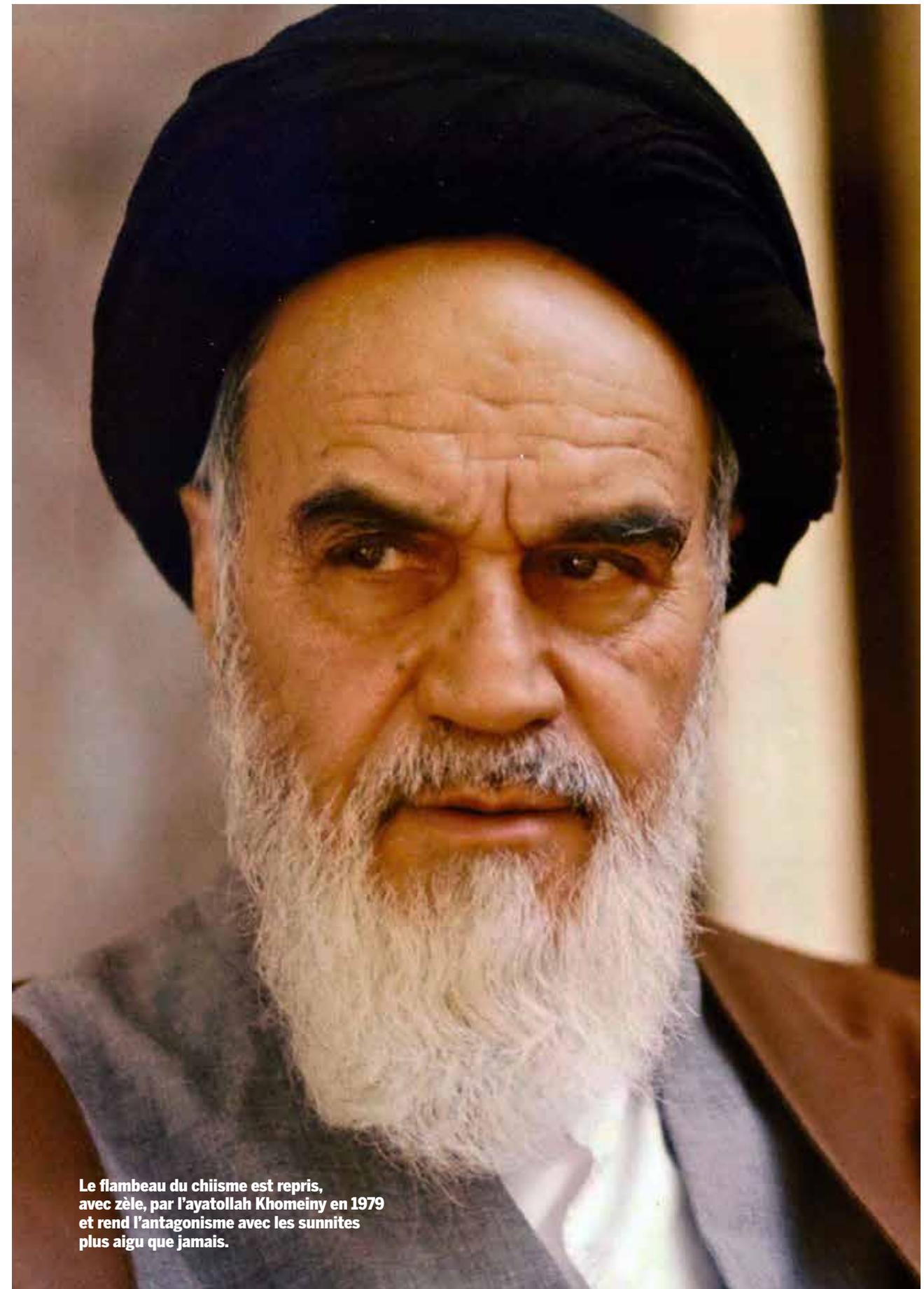
Dès le X^e siècle, les Persans jouent un rôle décisif dans l'Empire et, par la suite, ce sont eux qui, au tout début du XVI^e siècle, permettent la montée au pouvoir d'une dynastie chiïte, les Séfévides, qui conservent le pouvoir durant deux siècles et marquent l'Iran de façon indélébile. Les Séfévides s'attirent l'hostilité des Ottomans sunnites et en 1514, à la bataille de Tchaldiran perdent le contrôle de l'Irak en majorité chiïte (les conséquences de ce conflit se sont fait sentir très fortement au cours des dernières décennies). Les chiïtes iraniens ont été les maîtres de l'Irak. Ils travaillent à le redevenir.



Aujourd'hui l'Iran constitue une puissance chiite mais minoritaire mais qu'aucune pression ne parvient à faire fléchir malgré l'hostilité d'une grande partie du monde musulman. Tradition étatique, tradition diplomatique de première force, épaisseur culturelle constituent quelques-uns des atouts de l'Iran à travers les siècles.

Du XVI^e au XVIII^e siècle, l'Iran et l'Empire ottoman sont en conflit ouvert. Tandis que Soliman, le sunnite turc, s'est lié avec le catholique François I^{er}, l'Iran, pour les Habsbourg, constitue l'allié de revers. Par la suite, l'Iran se range du côté protestant. Malgré toute sa puissance, l'Empire ottoman ne peut l'emporter sur les Séfévides qui doivent laisser le pouvoir aux Khadjars menant une politique selon la même tradition où la religion et la politique sont étroitement liées. Seul le Shah aura choisi jusqu'en 1979, d'avoir un règne où le religieux n'exerce pas un rôle central puisqu'il se réfère aux origines aryennes de l'Iran dans un vain effort de laïcisation. Mais il déclenche un violent mouvement de retour. Le flambeau du chiisme est repris, avec zèle, par l'ayatollah Khomeiny en 1979 et rend l'antagonisme avec les sunnites plus aigu que jamais.

L'omnipotence américaine et la dureté des sanctions et des embargos qui isolent l'Iran ne parviennent pas à ébranler le clergé et le pouvoir chiite en 2003 ni au cours des années suivantes. La capacité de résistance des Iraniens, arc-boutés sur leur nationalisme et leurs traditions religieuses, triomphe de l'invasion américaine qui prétendait « remodeler le grand Moyen-Orient ». La société iranienne est en grande partie urbanisée et son niveau culturel, y compris chez les femmes, est sans doute le plus élevé de l'Asie antérieure. Le pouvoir feutré de l'Iran joint à des aides plus matérielles en direction du Liban, de la Syrie, de l'Irak, du Yémen et même de l'Afghanistan, malgré les sanctions américaines, les menaces et les assassinats ciblés israéliens, est d'une remarquable efficacité. Et dorénavant la Chine, qui a conclu un accord d'investissement avec l'Iran portant sur 400 milliards de dollars, et devient le premier importateur du pétrole iranien, est le partenaire numéro 1 d'un Iran qui desserre progressivement l'étau des sanctions américaines, devenant par exemple le cinquième producteur mondial de nanoparticules. ■



Le flambeau du chiisme est repris, avec zèle, par l'ayatollah Khomeiny en 1979 et rend l'antagonisme avec les sunnites plus aigu que jamais.



L'Empire russe

« La Russie n'a pas de frontière naturelle à l'ouest » ; voilà l'affirmation qui, dans maintes analyses géopolitiques, prétend résumer la situation de la Russie – et son obsession d'un espace à défendre à l'Ouest (voir, par exemple, le début du livre de Tim Marshall, *Prisoners of geography* sur les cauchemars de Vladimir Poutine). Et il est vrai que l'histoire russe témoigne d'une obsession russe de la géographie ; de l'espace stratégique, des profondeurs stratégiques, et d'un territoire à défendre sans protection naturelle. L'invasion de l'Ukraine par la Russie est la plus récente expression de cette obsession ; repousser à l'Ouest toute menace potentielle, retrouver l'espace protecteur perdu, en l'occurrence, depuis 1991 et la fin de l'Empire soviétique.

En fait, la plaine germano-polonaise qui commence à la mer du Nord s'étend jusqu'à l'Oural (avec pour seul obstacle mineur les marais du Prépiat). À l'est, la steppe mongole va jusqu'à la puzta hongroise. Historiquement la Russie s'est d'abord formée entre steppe du sud (Crimée) et forêt du nord (Moscovie). La distance représentait alors sa meilleure défense ; elle le demeurera, la Russie bénéficiant d'une profondeur stratégique sans équivalent ailleurs dans le monde – sinon chez les Empires de la mer.

Puis, la Russie s'est formée par continuité territoriale, en refoulant les avancées mongoles (d'ouest en est : Kazan, Saratov, Astrakan) jusqu'à la mer d'Okhotsk et, pour finir, le Caucase, au sud.

Pierre le Grand (1682-1725), conscient du retard russe, veut remettre la Russie à l'heure européenne. Après avoir triomphé des Suédois (1721) le tsar ouvre une fenêtre sur la Baltique et fonde Saint-Pétersbourg.

La Russie kiévienne (880 – 1054) est créée en milieu slave par les Varègues originaires de Scandinavie. Elle contrôle de la Baltique à la Galicie et cherche à s'étendre vers le sud. Évangélisée par Byzance en 988, elle s'étend vers l'ouest aux dépens de la Pologne et de la Lituanie. C'est en 1054 que le christianisme panslave entame ce qui deviendra un schisme pérenne. Jusqu'à cette date, il n'y a, entre Rome et Constantinople, qu'une seule Église. La Russie doit faire face aux pressions des nomades issus d'Asie centrale et, au XII^e siècle, se replie vers le Nord. Les régions steppiques sont abandonnées pour les zones forestières. Le centre de gravité russe passe au nord : Vladimir, Souzdal, Pskov, Novgorod. Novgorod est une république marchande florissante pendant trois siècles. Au XIII^e siècle, la cité résiste victorieusement aux poussées suédoises, teutoniques et lituaniennes. Novgorod, par la suite, fait partie de la Hanse créée par les Germaniques qui circulent de la Baltique à la mer du Nord. En 1240, Kiev est détruite par les Mongols. Le pays russe, à l'exception de Novgorod, est tributaire de la Horde d'or, et subit durant deux siècles et demi le joug mongol. Celui-ci permet cependant une libre circulation sur une grande partie de l'Asie. Au XIV^e siècle, Moscou s'affirme mais il faut cependant attendre Ivan III (1462 – 1505) et le canon pour battre les Mongols (1480). La menace principale va devenir celle des Lituaniens qui, du XIV^e au milieu du XV^e sont maîtres de l'Ukraine et de la Russie occidentale. La Russie se détache de l'autorité spirituelle de Constantinople (1439) et Moscou se veut une troisième Rome. Ivan IV dit le « terrible » (1533-1584) est proclamé tsar (1537). Il crée un État centralisé et poursuit une politique d'expansion. Le canon permet de détruire le khanat de Kazan (1552), d'Astrakhan (1556) et de Sibir (1584) au sud, cependant le khanat de Crimée, un reliquat mongol, adossé aux Ottomans, parvient à s'emparer de Moscou et à l'incendier (1571). Par la suite, la Russie connaît une période de troubles, d'anarchie et d'interventions étrangères (1584 – 1613). Les Suédois et les Polonais interviennent et les Polonais occupent brièvement Moscou (1610 – 1612).



C'est en 1581 que les Cosaques entreprennent la conquête de la Sibirie qui s'achève au siècle suivant, avancée facilitée par les fleuves, se poursuivant au nord des steppes en territoire très peu peuplé jusqu'à la mer d'Okhotsk. Arkhangelsk est fondée sur la mer Blanche (1584).

L'expansion par continuité territoriale de la Russie n'a d'équivalent que la conquête de l'Ouest américain. La conquête du Far East, comme le film *Derzou Ouzala* en donne l'exemple, devrait être un thème majeur de la filmographie européenne ! Le terrain, par contre, n'est pas massivement occupé, malgré une démographie vigoureuse au XIX^e siècle.

À l'Ouest, la Russie se heurte à deux adversaires de taille : Suédois et Polonais. La Russie perd, au profit de la Suède, tout débouché sur la Baltique (1617). Après des revers face à la Pologne, la Russie l'emporte et la Pologne doit céder la partie orientale de l'Ukraine, Kiev et Smolensk. À l'est les Russes atteignent le fleuve Amour sans le franchir et concluent avec les Mandchous le traité de Nertchinsk (1689) qui restera en vigueur durant un siècle et demi.

Pierre le Grand (1682-1725), conscient du retard russe, veut remettre la Russie à l'heure européenne. Après avoir triomphé des Suédois (1721) le tsar ouvre une fenêtre sur la Baltique et fonde Saint-Pétersbourg. Au sud, la Russie progresse aux dépens de l'Iran. Sous Catherine II (1762-1796) on constate une double expansion : vers l'ouest aux dépens des Polonais (1772, 1793, 1795), la Russie annexe la Belarus et l'Ukraine occidentale. Au sud, fin du Khanat de Crimée (1783), c'est aussi la fin du lac ottoman en mer Noire. Sébastopol et Odessa sont créées. L'Alaska est investi à la fin du XVIII^e siècle. En 1812, c'est l'invasion napoléonienne.

Il faut souligner que les Russes n'avaient pas de stratégie adaptée aux conditions de leur territoire. Lorsque Barclay recule devant l'avance des troupes napoléoniennes trois fois plus nombreuses, il est critiqué par la majorité de l'état-major comme par la cour. Pourtant, le choc des armées venues de l'Ouest va se diluer dans l'espace russe. C'est a posteriori qu'on découvre, en Russie, l'importance de l'espace. Les forces suédoises de Charles XII, trop loin de leurs bases avaient été écrasées à Poltava au XVIII^e siècle en Ukraine.

Le XIX^e siècle (1812-1914) est un siècle d'expansion territoriale russe : annexion de la Finlande (1809), de la Bessarabie (1812). La grande expansion concerne trois fronts :

- 1: les steppes cosaques dont la conquête fut aisée.
- 2: le Caucase où les Russes rencontrent une résistance farouche (Daghestan) le cheikh Chamyl (1834-1853) se révèle très coriace.
- 3: l'Extrême-Orient aux dépens de l'Empire mandchou (Chine)

La Russie annexe 2, 5 millions de km² aux dépens de la Chine sur l'Amour et l'Oussouri (1860) et accède à la mer libre (fondation de Vladivostok). Dans la seconde partie du XIX^e siècle, la Russie tsariste apparaît comme un rival majeur de la Grande-Bretagne au Tibet comme en Afghanistan. Les Russes, enfin, portent secours aux Bulgares dans les Balkans aux dépens des Ottomans (1879).



Les perdants régionaux de l'expansion russe dans le Caucase sont l'Iran (1828) et l'Empire ottoman. L'expansion russe inquiète la Grande-Bretagne qui, avec la France, intervient en Crimée (1854). On peut se demander ce que la France avait à y gagner.

L'abolition du servage en Russie est très tardive (1861). L'Empire tsariste, en 1900, est évalué à 110 millions d'habitants dont 80% de Slaves soit plus du double de l'État européen le plus peuplé. L'Alaska est vendu aux États-Unis (1867), le Transsibérien est achevé au tout début du siècle dernier. En 1904-1905 la Russie est battue sur terre, en Mandchourie, et sur mer à Tsushima par le Japon. C'est la première défaite – c'est ainsi qu'elle est interprétée à l'époque – d'une puissance « blanche » à l'époque industrielle. La révolution de 1905, bien qu'écrasée annonce celle qui sera provoquée par les conditions de la guerre de 1914. En 1917, Lénine parvient à imposer la prise du pouvoir par les bolchéviques. La guerre civile s'engage jusqu'en 1920. L'URSS perd la Pologne, les pays baltes, la Finlande et la Bessarabie mais récupère l'Ukraine, la Géorgie et l'Azerbaïdjan.

La révolution mondiale ne se produit pas. En Chine, en 1925-1927 c'est l'échec des communistes. La dictature stalinienne s'installe jusqu'en 1953. La guerre froide s'étend de 1947 à 1989 (révolte à Berlin 1953, Budapest 1956, Prague 1968). Entre temps l'Union soviétique avait eu sous sa coupe la RDA, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie et l'Albanie. Seules la Finlande, la Yougoslavie (1948) et l'Autriche réussissent à garantir leur neutralité. L'Europe, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale n'est plus qu'un enjeu, certes majeur, entre les États-Unis et l'URSS.

En 1949 Mao fait basculer le quart de la population mondiale dans le « camp socialiste » et, avec la guerre de Corée (1950-1953) déplace vers l'Asie le conflit est-ouest.

En 1955 la conférence de Bandoeng (Indonésie) marque le déclin et la fin de la période coloniale. Après les Français, les Américains (1965-1973) ne parviennent pas à battre les communistes vietnamiens. Contrairement aux prédictions des experts, ce ne sont pas les Musulmans qui font tomber le régime soviétique mais les Baltes et les Caucasiens, avec leurs revendications nationalistes.

Gorbatchev tente une démocratisation et une restructuration économique mais ne parvient pas à triompher de l'inertie de sa bureaucratie. Le mur de Berlin tombe en 1989, l'URSS elle-même s'effondre deux ans plus tard et la décennie 90 est désastreuse pour la Russie. Au sortir de la terrible crise des années 90, Vladimir Poutine redresse la situation en Russie et recouvre une importante partie de la puissance russe, notamment sur le plan militaire. Le sentiment d'un encerclement par l'OTAN, la réalité du non respect des accords de Minsk par le gouvernement ukrainien, le non-respect du droit international par les puissances anglo-américaines, du Kosovo à l'Irak et de la Libye à la Syrie, a pu le conduire à surestimer cette puissance en engageant ce qu'il désigne comme « l'opération ukrainienne ». ■



Ivan IV dit le « terrible » (1533-1584) est proclamé tsar (1537). Il crée un État centralisé et poursuit une politique d'expansion.



“
**Charlemagne est ici.
Comment, sépulcre sombre,
Peux-tu sans éclater
Contenir si grande ombre?**”

Victor Hugo, *Hernani ou l'Honneur castillan*, 1830

Empires d'Occident



L'Europe est le jardin du monde. Nulle part, à travers les continents, il n'y a eu, dans un espace aussi modeste, autant de traces laissées au fil des trois derniers millénaires. De la Crète antique jusqu'au Berlin reconstruit et tentaculaire d'aujourd'hui, pas d'aire plus riche ni plus variée que ce finistère. Ce fut aussi, au cours des derniers siècles, la matrice de la plus ambitieuse des conquêtes impériales – celle dont l'empreinte est partout sensible et visible.

Rien d'étonnant qu'après s'être âprement combattus, les États européens, à l'heure du reflux, aient eu comme un désir d'être unis. Le projet de Communauté européenne, d'abord, puis d'Union européenne, ensuite, initié au lendemain d'une guerre mondiale qui laissait l'Europe exsangue, n'a pas, six décennies plus tard, abouti – on verra pourquoi en lisant les pages qui suivent, illustrant, une fois encore, la loi du plus fort et les divisions fondées sur des intérêts divergents de ceux qui pensaient que ceux-ci pouvaient être, pour une fois, contrariés.

Après la chute de Rome, au V^e siècle, l'Europe, sur le plan impérial, comparée à l'Asie antérieure ou orientale est fort pauvre durant un millénaire. L'unique Empire, territorialement modeste et bref est celui de Charlemagne au IX^e siècle, il est suivi par des expéditions religieuses aux XII^e et XIII^e siècles en direction de Jérusalem.

Il faut attendre la constitution, à partir du XVI^e siècle, de l'Empire des Habsbourg pour avoir un Empire d'une certaine dimension en Europe (cet Empire s'effondre au lendemain de la Première Guerre mondiale).

Enfin l'éphémère mais spectaculaire Empire terrestre napoléonien est l'expression des avancées révolutionnaires de la France sur divers plans : le système divisionnaire, les avances en artillerie grâce à Gribeauval, la levée en masse et les idées nouvelles.

L'impérialisme européen est, à partir du XVI^e siècle, essentiellement maritime et aboutit à l'emprise de l'Empire britannique sur le quart de la population mondiale. C'est ce dernier, conforté par les avances de la révolution industrielle et une forte croissance démographique qui domine progressivement le monde jusqu'à le contrôler de la seconde partie du XVIII^e siècle jusqu'au début du XX^e siècle. Cette dimension maritime est essentielle.



L'Empire de Charlemagne

Il peut être considéré comme une esquisse du Saint-Empire romain germanique. L'Empire carolingien se forme grâce à l'Église de Rome dont il devient aussi le protecteur. Son noyau est fortement germanique (Charlemagne, pour les Allemands, est Karl der Grosse). L'expansion territoriale, surtout vers l'est et le sud-est est menée armes à la main pour l'expansion de la foi, en Saxe, en Bavière, en Lombardie. Après avoir écrasé une insurrection saxonne, Charlemagne arrête l'avance des nomades avars issus d'Asie centrale. Ces derniers s'installent de façon pérenne en Hongrie. En 800 Charlemagne est couronné Empereur par le pape, désireux d'affirmer sa prééminence par rapport à Constantinople où se sont tenus tous les conciles œcuméniques fondateurs du christianisme. La capitale impériale est fixée à Aix-la-Chapelle (Aachen), en territoire germanique et l'Empereur crée l'institution des Missi Domini, ou contrôleurs itinérants qui veillent à la centralisation de son domaine. Charlemagne mène une dernière expédition en Bohême (812). À sa mort (814), son fils hérite de l'Empire où les évêques jouent un rôle croissant. À la mort de ce dernier, l'Empire est divisé en trois lors du traité de Verdun (843). Il n'aura, de fait, duré qu'une quarantaine d'années. Ce partage voit s'esquisser un domaine français à l'ouest, un domaine allemand à l'est, séparés par une Lotharingie qui préfigure un domaine bourguignon disputé par les deux autres jusqu'au XV^e siècle. Beaucoup plus tard, lorsque l'Allemagne sera unifiée, la vieille ligne de partage sera à nouveau remise en cause en Alsace-Lorraine. ■



L'Empire de Charles Quint

En 1494 Christophe Colomb aborde le continent américain proprement dit. Vasco de Gama n'a pas encore atteint l'Inde et Cabral n'a pas encore abordé le Brésil (1500). Néanmoins, par le traité de Tordesillas (1494) le pape a déjà partagé le monde en deux, une moitié pour le Portugal, l'autre pour l'Espagne. Le pape publie un second traité, de Saragosse en 1529 en tenant compte de la réalité du moment. Le Portugal a investi une partie du Brésil, créé de comptoirs en Inde (Goa 1510) et en Malaisie (Malacca 1511). Les Espagnols ont conquis le Mexique (Cortez 1519 – 1521). Magellan au service de l'Espagne entreprend la circumnavigation du monde en 1519 qui s'achève trois ans plus tard. Charles I^{er}, roi d'Espagne est élu Empereur contre François I^{er}, grâce à l'appui de la banque Fugger, sous le nom de Charles Quint. Soudain, le voilà puissant. L'or et l'argent affluent des Amériques et le trône impérial ajoute à l'Espagne, outre les Amériques, les possessions allemandes des Habsbourg ainsi que les Pays-Bas, la Franche-Comté et le sud de l'Italie.



Charles Quint et ses armoiries.



L'Empereur Charles-Quint avec son fils Philippe II, roi d'Espagne.

L'Empire de Charles Quint (1519 – 1556) est la première tentative conduite par un État européen, reprise par son fils Philippe II d'Espagne, de dominer l'ensemble de l'Europe. L'Empereur se veut monarque universel et champion du catholicisme. Il a trois adversaires : la France, les princes allemands protestants et l'Empire ottoman. Dans un premier temps, la France est battue (Pavie 1525) par Charles Quint qui fait alliance avec Henri VIII d'Angleterre, alors catholique. La France perd la Flandre, la Bourgogne (1529) et l'Artois. Par la suite, Henri VIII et le pape s'allient à la France contre Charles Quint qui perd la Bourgogne. François I^{er}, pour sa part, doit renoncer à l'Italie. La même année, 1529, les Ottomans échouent à s'emparer de Vienne, mais peu avant (1526), ils avaient réussi à vaincre le puissant État hongrois et à occuper durablement Buda. Entre-temps, Martin Luther, qui avait publié ses 95 thèses concernant les indulgences qui dénonçaient la corruption de l'Église (1517) occupe le devant de la scène et les princes allemands le soutiennent fortement. Le protestantisme avance à grands pas. François I^{er} qui avait déjà conclu alliance avec les princes protestants (1531) afin d'affaiblir Charles Quint fait cause commune avec le sultan ottoman Soliman. La *realpolitik* d'État l'emporte sur les considérations strictement religieuses. Tandis que la France fait alliance avec les Ottomans contre les Habsbourg, l'Empire safavide d'Iran, chiite, rival des Ottomans sunnites, devient l'allié de revers des Habsbourg.

Réforme et Contre-Réforme transforment ce que fut la chrétienté du XI^e au XV^e siècle, compte tenu des intérêts dynastiques. Pour sa part, l'Angleterre a consommé sa rupture avec Rome (Henri VIII 1534), rupture symbolique de la distance prise avec le continent.



En Europe occidentale se dessine un partage entre catholiques et protestants, selon une ligne Nord/Sud. Calvin, à Genève, relaie à sa manière le protestantisme.

La contre-offensive catholique ne tarde pas, menée par la compagnie de Jésus d'Ignace de Loyola. Sur le plan religieux, cette rupture s'ajoute à celle de 1054 avec l'orthodoxie. L'Europe véhicule trois versions du christianisme. Les conflits à l'intérieur de l'Europe deviennent religieux. Le concile de Trente (1545) entame sa première session en défense de la doctrine catholique. Charles Quint parvient à battre les princes protestants. À la paix d'Augsbourg (1555) un compromis est trouvé entre catholiques et protestants : les sujets doivent adopter la religion de leur prince. Il faudra attendre la guerre de Trente Ans (1618-1648) pour, qu'avec le traité de Westphalie, le principe de *Cujus regio, ejus religio* devienne celui de l'Europe. Le principe de l'État-Nation s'impose à toute l'Europe.

Déjà l'Europe des États est la réalité majeure, l'Église n'a plus le pouvoir qui était le sien durant des siècles. Charles Quint abdique (1556), son fils Philippe II hérite de l'Espagne, des possessions américaines, des Pays-Bas, de la Sicile et son fils Ferdinand I^{er}, des possessions traditionnelles des Habsbourg. La France renonce définitivement à ses prétentions sur l'Italie du Nord.

Avec la meilleure armée d'Europe, formée durant les guerres d'Italie par Gonzalve de Cordoue qui combine le feu de l'arquebuse aux piquiers (*tercio*), l'Espagne reprend le triple flambeau de la défense du catholicisme, de la tentative d'hégémonie en Europe et de la lutte contre les Ottomans. La prépondérance militaire espagnole dure jusqu'en 1643 (bataille de Rocroi), après celle-ci débute celle de la France qui s'achève avec l'aire napoléonienne (1643 – 1814). ■





L'Empire napoléonien

Napoléon tente d'établir l'hégémonie française sur l'Europe. Il s'agit de la tentative d'un irrégulier (c'est-à-dire illégitime) de génie, porté par la Révolution française dont il est, à bien des égards, héritier. Il s'agit aussi du point culminant de la puissance française du point de vue démographique et militaire qui dure sur le continent de façon pérenne durant 150 ans (avec cependant un recul en 1763 où, au traité de Paris, la France cède à l'Angleterre l'Inde et le Canada, des pertes considérables).

Napoléon I^{er}, Empereur des Français
par François Gérard

L'outil militaire de Napoléon est l'artillerie, le système divisionnaire forgé sous la Révolution et bien sûr la levée en masse qui a remplacé le mercenariat. Napoléon crée le modèle de la guerre européenne qui va prévaloir jusqu'en 1945. Elle change de nature, devient « à outrance » (Carnot) et la bataille vise l'anéantissement de l'adversaire. C'est désormais ce que Clausewitz a qualifié de guerre « à but absolu ». Napoléon ne se contente pas, comme le voulait la Révolution française, de porter le pays à ses frontières naturelles. Pas de manœuvres dilatoires, on cherche écraser l'adversaire. Par ailleurs, on rend les troupes plus mobiles en modifiant les problèmes logistiques : plus de convois de ravitaillement qui ralentissent la marche, on vit sur le pays.

Napoléon rencontre quatre adversaires : l'Autriche, la Prusse, l'Angleterre et la Russie. Des défaites sévères sont infligées aux Autrichiens et aux Russes : Austerlitz (1805), Wagram (1808), à la Prusse (1806) Friedland (1807). Nombre d'États ou de régions importantes sont dominés ou sous influence française : Pays-Bas, Westphalie, Suisse, Confédération du Rhin, royaume d'Italie et de Naples. La puissance de la France est telle que le royaume de Prusse et l'Empire d'Autriche n'ont d'autre choix que de faire alliance avec la France. Malgré le désastre de Trafalgar (1805) l'Empereur cherche à mettre l'Angleterre à genoux en instituant un blocus continental (1806). L'insularité, une fois encore, sauve l'Angleterre qui dispose d'une flotte très supérieure à celle des autres puissances.

Les prétentions napoléoniennes sur le trône d'Espagne se transforment en une coûteuse guérilla (1808-1814) soutenue, à partir du Portugal, par les Anglais (Wellington). Celles-ci coûtent près de 300 000 mille soldats français. La petite guerre fait une nouvelle entrée, avec l'Espagne, le



Tyrol et en Russie avec la guerre de partisans qui sert d'appoint aux troupes régulières russes. La campagne de Russie (1812), après la création du grand-duché de Varsovie, permet d'atteindre imprudemment Moscou après la très coûteuse bataille de la Moskova (Borodino). Les règles du jeu différent de celles d'Europe dans un pays où le servage n'est pas aboli et où on pratique la politique de la terre brûlée. Sans doute eut-il été plus efficace de frapper Saint-Pétersbourg et la cour. L'erreur d'attendre à Moscou, plus d'un mois, une offre de paix sans succès se paye, sur le chemin du retour par quinze jours d'un hiver terrible dans lequel les troupes françaises et alliées sont fauchées par le froid et les irréguliers (cosaques) de Denis Davidov. Vivre sur le pays était possible en Europe riche ou aisée, comme en Italie du nord ou en Autriche, mais guère possible en Espagne ou en Russie, d'autant plus que les troupes françaises sont considérées comme des représentants de l'Antéchrist, tant dans l'Espagne catholique que dans la Russie orthodoxe. La saignée est catastrophique, près de 90 % des troupes disparaissent sur les plus de 400 000 hommes du début du conflit, dont nombre de soldats alliés.

La coalition des adversaires se forme au lendemain de cette retraite désastreuse due à une excessive extension du théâtre du conflit et aux conditions climatiques. Napoléon est défait à Leipzig (1813) en revanche, la campagne de France, bien que coûteuse est remarquablement menée. La coalition de l'Angleterre et des États continentaux l'emporte à Waterloo (1815). La France perd quasiment tous les territoires dominés depuis la Révolution. Le congrès de Vienne restaure l'ordre ancien pour deux générations dont émergera la puissance prussienne et bientôt celle de l'Allemagne (1866 Sadowa élimine l'Autriche ; 1870 la France de Napoléon III s'effondre). L'Europe occidentale est ce finistère privilégié qui, à l'ouest de la ligne Dantzig-Vienne-Trieste a eu l'immense privilège, à l'exception de l'Espagne et du Portugal, de n'être pas envahi depuis la fin du X^e siècle.

À l'autre extrémité de l'Europe, en ce milieu de XV^e siècle lors duquel Constantinople vient de tomber, la Moscovie est toujours sous le joug mongol tandis que les Balkans restent sous la domination ottomane jusqu'au XIX^e siècle inclus. La Pologne, unie à la Lituanie et à la Hongrie est puissante et cette dernière, au XV^e siècle, est le rempart de la chrétienté face à l'avance ottomane.

C'est aux Portugais que revient le mérite d'avoir, au XV^e siècle, fourni un effort soutenu afin d'explorer les côtes d'Afrique et de parvenir à franchir le cap de Bonne Espérance (1487) au moment où l'Europe occidentale est isolée. Ce sont encore les Portugais qui atteignent Malacca (1511) et l'Insulinde avant d'être les premiers Européens à aborder le Japon.

Albuquerque, gouverneur général de Goa, parvient à ravir aux musulmans le monopole du commerce pour l'océan Indien tandis que le continent américain est progressivement investi de la Californie au Chili et à l'Argentine.

Les Russes, au XVI^e siècle se rendent maîtres de la Sibérie jusqu'à la mer d'Okhotsk et atteignent bientôt ce qui deviendra Vladivostok. Puis



ils franchissent le Kamchatka et investissent l'Alaska tandis que leurs chasseurs de fourrures descendent jusqu'en Californie septentrionale où se trouve la dernière église russe.

Ce sont les Hollandais qui ravissent aux Portugais le contrôle de l'océan Indien. Les Pays-Bas, avec Amsterdam en ce début de XVII^e siècle, sont comme l'épicentre d'une Europe éclairée, prospère et maritime jusqu'à ce que l'Angleterre leur arrache la prééminence au XVIII^e siècle.

L'Angleterre n'a été envahie qu'une fois (1066) par Guillaume le Conquérant et, jusqu'en 1453, date à laquelle elle quitte le continent, à l'exception de Calais, elle ne se bat plus sur son propre territoire. Sous Henri VIII, elle se libère de la tutelle de l'Église romaine et prend conscience, avec Elizabeth I^{er} de l'absolue nécessité de garantir son indépendance grâce à sa flotte. L'échec de l'« Invincible Armada » (1588) est suivi d'autres tentatives espagnoles, sans succès (1595, 1597, 1603). Cependant, l'Espagne reste la grande puissance de l'Europe jusqu'au milieu du XVII^e siècle.

En s'engageant le moins possible dans les guerres continentales, l'Angleterre veille cependant à empêcher successivement l'hégémonie espagnole puis française. C'est ainsi qu'elle s'attache à préempter divers territoires en Afrique, lors du traité de Berlin (1881) pour éviter l'émergence d'un Empire concurrent, celui de la France, en interdisant la continuité géographique entre l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique centrale et l'Afrique orientale.

Elle contrôle l'Irlande et constitue avec continuité un Empire maritime qui deviendra le plus vaste Empire colonial. Les troupes anglaises participent à la guerre de succession d'Espagne (1701-1714) (Marlborough) et au conflit contre Napoléon (Wellington). La prépondérance française confortée par une vigoureuse démographie est, en gros, effective du milieu du XVII^e siècle au début du XIX^e.

L'Italie, est restée faible sur le plan géopolitique. Sa contribution est maritime, marchande et culturelle avec un sud (Mezzogiorno) très distinct culturellement, pour des raisons historiques et son unité a été tardive.

En Scandinavie deux États ont dominé les autres, la Suède et le Danemark. La Suède a été au XVII^e siècle une puissance de premier plan et la Baltique est un lac suédois. Elle a même été présente militairement jusqu'en Ukraine (Poltava 1709) avec Charles XII.

La maison d'Autriche, apanage des Habsbourg est surtout restée continentale. Elle subit la poussée ottomane par intermittence jusqu'en 1683.

Suédois et Polonais s'affrontent au début du XVII^e siècle tandis que la Russie connaît une période de troubles, en 1610, Moscou est occupée par les Polonais. La Suède, dans un premier temps, interdit la Baltique aux Russes qui prennent leur revanche (1700-1721) en déposant les Suédois de toutes leurs avancées sur la Baltique orientale. L'avance ottomane est stoppée grâce à l'intervention des Polonais qui sauvent Vienne assiégée (1683). Bientôt l'Empire ottoman entame son recul, pris en tenailles entre l'Empire autrichien et la Russie.



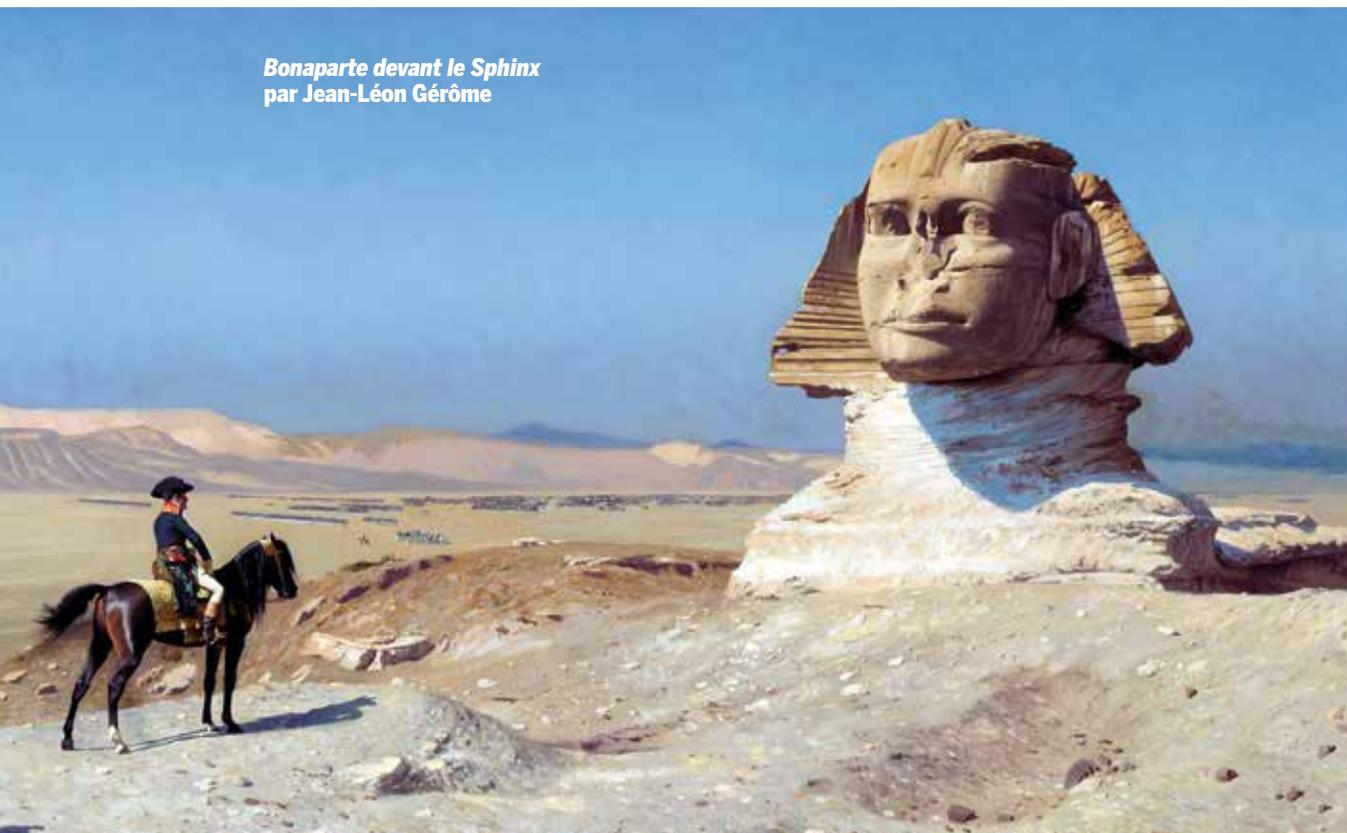
La Bataille du pont d'Arcole par Horace Vernet





La Bataille de Friedland, 14 juin 1807 par Horace Vernet

Bonaparte devant le Sphinx
par Jean-Léon Gérôme



“ Il faut aller en Orient,
toutes les grandes gloires viennent de là. ”

Napoléon Bonaparte

Dans la compétition impériale menée outre-mer par l'Angleterre et la France, Londres sort vainqueur tant en Inde qu'au Canada. C'est une grave double défaite (traité de Paris 1763). Au XVIII^e siècle, deux puissances s'affirment : la Russie et bientôt la Prusse dont cependant la démographie est très modeste. La Pologne disparaît de la carte (1795) pour 125 ans, elle est partagée entre la Russie, l'Autriche et la Prusse. L'Europe se résume à trois grandes puissances : Angleterre, Autriche et Russie auxquelles on peut ajouter une Prusse en devenir. Seule l'Angleterre échappe, grâce à sa flotte (Trafalgar 1805) à la mainmise française. La Russie triomphe grâce à l'hiver et la maison d'Autriche parvient à rétablir un équilibre au Congrès de Vienne 1815. ■



De la grande expansion coloniale aux deux terribles Guerres Mondiales

Dès la seconde partie du XVIII^e siècle s'ouvre la grande expansion coloniale, surtout menée par l'Angleterre qui contrôle les grandes routes maritimes. La Russie s'étend vers l'Asie centrale au détriment des Persans et, au Caucase, à celui des Ottomans. Par ailleurs la Russie annexe 2,5 millions de km² sur la Chine des Mandchous. Le Tibet et la Perse sont sujets à compétition entre Russes et Anglais. En Europe, la situation politique change de façon décisive avec la victoire prussienne contre l'Autriche (1866) et la France (1870). Les États-Unis, après la guerre de Sécession 1861-1865, émergent bientôt, vers 1880 comme la première puissance industrielle du monde suivis par l'Allemagne et la Grande-Bretagne.

La Chine est subjuguée (guerre de l'opium 1840). Le partage du monde se termine par l'occupation des Hinterlands africains décidés au Congrès de Berlin (1884). La Grande-Bretagne et la France se partagent la majeure partie du continent. Les Britanniques se heurtent durement aux Boers en Afrique du Sud (1899-1902). La puissance de l'Allemagne oblige à un réalignement, la France se rapproche de la Russie et la Grande-Bretagne de la France.

La guerre de 14 qu'on pensait devoir être courte, tandis qu'on avait sous-estimé les progrès de la puissance de feu, est longue et coûteuse. L'Europe s'épuise et s'endette au profit des États-Unis.

L'expansion maritime européenne est la plus vaste entreprise militaire de l'histoire. L'Europe domine toute l'Asie, Japon excepté et l'Afrique tout entière, sauf l'Éthiopie. On est loin de la période où, sous les Ming, entre 1405 et 1433, les Chinois devançaient de loin les Portugais avaient mené sept grands voyages maritimes jusqu'aux côtes de l'Afrique.

Lorsque commence la première décennie du XX^e siècle l'Europe est au zénith sur les plans politiques et militaires. Tout bascule une première fois en 1914 et, avec la Seconde Guerre mondiale, l'Europe, à partir de 1945, devient un enjeu.



“

Je sais qu'il y a un problème démographique à résoudre, et qu'il faut loger les gens. Mais qu'on ne me dise pas que c'est le plus important ; le plus important est d'avoir sous nos yeux un monde dont l'aspect ne nous fasse pas vomir. (...) Les générations qui nous ont précédés l'ont fait ; sommes-nous donc si imbéciles, si incapables, que nous ne sachions plus le faire...

”

Jean Giono, *Les Terrasses de l'Île d'Elbe*, 1976

La dimension démographique

On ne saurait surestimer l'importance du nombre surtout lorsqu'il s'agit de personnes productives. La France rayonne au XVIII^e siècle grâce à une démographie qui représente le double de la plupart de ses concurrents et/ou rivaux. Le XIX^e est le grand siècle européen à tous égards : innovations technologiques, émigration vers les Amériques, expansion coloniale, etc. Cependant, il faut rappeler qu'en 1800, les dix villes considérées comme les plus peuplées sont :

Pékin	Londres	Canton	Constantinople	Paris
1 100 000	861 000	800 000	570 000	547 000
Hang Tchou	Edo (Japon)	Naples	Sou Tchou	Osaka (Japon)
500 000	472 000	430 000	392 000	380 000

En 1900, l'Occident (Europe, Amérique du Nord et Russie) représentait 33% de la population mondiale, aujourd'hui (2020) elle en représente tout au plus 14% et l'Europe, celle des 27 – sinon celle des 28, Angleterre comprise – n'en constitue que 7%.

La seconde moitié du XX^e siècle est celle d'une envolée démographique en Chine, en Inde, en Indonésie, au Brésil, au Nigéria, au Pakistan, au Bangladesh, au Mexique. Aujourd'hui, nous assistons, depuis bientôt vingt ans et pour les vingt à venir, au doublement de l'Afrique, surtout au sud du Sahara.

En 1900 la population mondiale est évaluée à 1,6 milliard d'individus. À la fin du XXI^e siècle, elle atteindra entre 10 et 12 milliards, avec un développement de mégacités et de bidonvilles.

L'Europe, aujourd'hui se maintient en partie grâce à l'immigration issue de continents non européens, phénomène auquel il faut ajouter le vieillissement (c'est aussi le cas au Japon et, dans une mesure moindre, le cas des États-Unis et de la Russie). En perdant la Grande-Bretagne, l'Union européenne a perdu l'un de ses trois pays les plus peuplés. Ensemble, l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne représentaient 50% du total de l'Union européenne. On ne peut que constater la perte de la vitalité démographique. L'épicentre de l'Union européenne est l'Allemagne. Par contraste, les États-Unis passent d'un peu plus de 5 millions en 1800 à 330 en 2020, avec une population plus jeune que celle de l'Europe.

La Chine, le pays le plus peuplé du monde (2020) est constitué de 92% de Hans, phénomène quasi unique et avoisine 1 350 000 habitants. Le Xinjiang, le Qinghai et le Tibet, qui occupent un tiers de l'espace chinois, ne sont peuplés que de 25 millions d'habitants (2020)!

La vocation impériale de l'Europe est maritime. La première phase a été menée à partir de la péninsule Ibérique au XVI^e siècle pour se libérer de l'étau musulman. Elle a été entamée par le Portugal qui a réussi la circumnavigation du continent africain, puis l'avancée vers l'Inde pour finir par atteindre le Japon (XVII^e siècle). En même temps, les Portugais ont

investi le Brésil (1500) et réussi à l'occuper et à le conserver sans division. Pour leur part, les Espagnols ont atteint les côtes américaines, subjugué le Mexique (Cortez 1517 – 1519) et, deux décennies plus tard, le Pérou (Pizarre) et bientôt l'Argentine. Cette conquête a été capitale dans la mesure où le continent a été christianisé et parle portugais et espagnol comme langues majeures en Amérique dite latine – massivement occupée aux XVIII^e – XIX^e siècles. Le nord du continent a été colonisé par les Français et surtout par les Anglais (1763).

Parallèlement, l'océan Indien cesse d'être dominé par les Asiatiques et plus particulièrement par les musulmans. Il est successivement contrôlé par les Pays-Bas, la France et surtout l'Angleterre.

Si la grandeur de l'Europe occidentale s'est construite sur les mers (et reste pour la France un atout de premier ordre, grâce au second domaine maritime du monde), la Russie tsariste, par continuité territoriale au cours du XVI^e siècle, s'étend à l'est et reprend aux Mongols tous les territoires qui furent sous leur joug.

L'Europe occidentale a eu l'immense privilège, à l'ouest de la ligne Dantzig-Vienne-Trieste de n'être plus envahie depuis le X^e siècle!

Successivement, le Portugal (XV^e – XVI^e siècle), l'Espagne (1520 – 1643), la France (1643 – 1814), l'Angleterre (1763 – 1914), l'Allemagne (1866 – 1945) jouent un rôle majeur. Au cœur de l'Europe, les Habsbourg traversent le siècle jusqu'au XX^e siècle... La diffusion de l'anglais, à partir de 1763 (Canada, Inde), assure aux Anglo-Saxons un pouvoir feutré (soft power), relayé par les États-Unis à partir de 1945, de façon massive. Le Français, qui règne en Europe au XVIII^e siècle, s'efface au lendemain de la Première Guerre mondiale.

L'Angleterre n'a été envahie qu'une fois en 1066. Jusqu'en 1453, date à laquelle elle quitte le continent européen (sauf Calais) elle se bat hors d'Angleterre pour des raisons dynastiques. Sous Henri VIII elle se libère de la tutelle romaine, et prend conscience sous Élisabeth Ire de la nécessité de garantir son indépendance grâce à sa puissance maritime (échec de « l'Invincible Armada » : 1588, 1595, 1597, 1603). Tôt, l'Angleterre établit son autorité sur la Grande-Bretagne (et l'Irlande sous Cromwell) et constitue un Empire maritime qui sera le plus considérable du monde avant celui des États-Unis.

L'Allemagne devient la grande puissance militaire (1866, 1870) et économique (1880) de l'Europe.

1914 – 1918, l'Europe, entraînée par un système d'alliance, s'épuise dans une guerre suicidaire qui profite aux États-Unis qui se retrouvent sans coup férir la première puissance mondiale économique du XX^e siècle. La révolution bolchevique doit se contenter de construire le socialisme dans un seul pays après les échecs du spartakisme (Allemagne) et des insurrections, en Chine (1925 – 27) à Canton et Shanghai, après le peu de succès de la conférence de Bakou (1920) organisée par les bolcheviques invitant les colonisés à la libération. La Seconde Guerre mondiale met un terme à la puissance politique de l'Europe. ■

Où en sont
la diplomatie et
la défense
de l'Europe ?

C'est avec la création de l'OTAN (1949) que l'Europe des pays membres du traité de Bruxelles (France, Allemagne de l'Ouest, Italie, Pays-Bas, Belgique, Luxembourg) se place sous la protection des États-Unis, face à la menace soviétique. En 1954, les États-Unis réclament l'intégration de contingents militaires allemands, ce qui est refusé par la France (échec de la CED 1955). Actuellement, 21 des 27 pays de l'Union européenne sont membres de l'OTAN.

Entre-temps, l'union de l'Europe occidentale est dissoute (2012), l'Union européenne récupère les compétences qui lui étaient dévolues. On note que l'intégration à l'Union européenne entraîne généralement à celle de l'OTAN :

OTAN	Union européenne
Fondation 1949 Belgique, Canada, Danemark, États-Unis, France, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal et Royaume-Uni	Fondation 1958 Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg et Pays-Bas
1 ^{er} élargissement : 1952 Grèce et Turquie	1 ^{er} élargissement : 1973 Royaume-Uni, Irlande et Danemark
2 ^e élargissement : 1955 Allemagne de l'Ouest	2 ^e élargissement : 1981 Grèce
3 ^e élargissement : 1982 Espagne	3 ^e élargissement : 1986 Espagne et Portugal
Réunification allemande : 1990 Allemagne de l'Est.	
4 ^e élargissement : 1999 République tchèque, Hongrie et Pologne	4 ^e élargissement : 1995 Autriche, Suède et Finlande
5 ^e élargissement : 2004 Bulgarie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Roumanie, Slovaquie et Slovénie.	5 ^e élargissement : 2004 Chypre, République tchèque, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, Slovaquie et Slovénie.
6 ^e élargissement : 2009 Albanie et Croatie	6 ^e élargissement : 2007 Bulgarie et Roumanie
7 ^e élargissement : 2017 Monténégro	7 ^e élargissement : 2013 Croatie
8 ^e élargissement : 2020 Macédoine du Nord	



Les élargissements des années 1999 – 2000 dans le cas de l'Union européenne paraissent, de toute évidence, être fonction des intérêts de l'OTAN.

En 2016-2017, les ministres des Affaires étrangères des peuples des pays de l'OTAN ont approuvé plus de 70 mesures visant à faire progresser la coopération entre l'OTAN et l'Union européenne, notamment sur la cybergdéfense et la sécurité maritime. L'OTAN et l'Union européenne ont mené plusieurs opérations conjointes (Macédoine, Bosnie-Herzégovine, Afghanistan, Darfour, piraterie dans la corne de l'Afrique, crise des migrants).

En 2016, Donald Trump remet en question les garanties de protection des États-Unis compte tenu des dépenses trop faibles en défense de la majeure partie des États européens. Seuls sept États respectent la règle des 2 % : Grèce, Estonie, Roumanie, Lettonie, Pologne, Lituanie, France. Avec Joe Biden, la perspective d'un désengagement semble exclue. Le Brexit ne facilite guère le développement d'une défense européenne autonome.

En 2019 une crise diplomatique a eu lieu entre membres de l'OTAN : les États-Unis et la Turquie ont agi en Syrie sans consulter leurs alliés. Cette crise a été suivie par des tensions gréco-turques en Méditerranée orientale (2020).

Signalons qu'en 2018, à l'initiative de la France, des États membres de l'Union européenne ont lancé une initiative d'intervention (Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni)... Mais rien n'a été concrètement réalisé. Les pays européens n'ont pas accepté d'unifier leurs capacités de défense. Ils conservent leur liberté en politique étrangère.

De 1986 à 1992, l'Union européenne a manifesté sa volonté de coordonner sur le papier une coopération politique européenne. Les douze États européens membres n'ont aucune coordination durant la guerre de Yougoslavie. Trois États : Allemagne, France, Grande-Bretagne totalisant plus de 200 millions d'habitants, et dotés de moyens militaires conséquents, n'ont pu contraindre 10 millions de Serbes et ont dû faire appel aux États-Unis et à l'OTAN ! Le constat a été tiré : l'Union est incapable de gérer elle-même ses problèmes de sécurité intérieure, comme l'a encore prouvée sa paralysie face aux flux migratoires organisés par la Turquie ou la Biélorussie (2021).

L'Union européenne ne dispose pas de moyens militaires à déployer mais peut utiliser ceux des États membres qui consentent à mettre à sa disposition ce qui est requis lorsqu'une mission est lancée par le conseil de l'Union européenne... Mais la politique de défense commune de l'Union ne pourra voir le jour que par une décision unanime des États membres. C'est, en somme, se condamner à l'impuissance... On constate à quel point ces sujets militaires demeurent du ressort des États.

Les décisions éventuelles ne sont pas facilitées par le fait qu'il n'existe pas, à proprement parler, une politique étrangère européenne.



Chaque État membre de l'Union européenne conserve l'essentiel de ses pouvoirs en matière de relations extérieures. On l'a constaté lors de la guerre d'Irak en 2003 (avec le refus franco-allemand de participer au conflit).

Le fonds européen de défense (FEDF) est opérationnel depuis le début de 2021. Il a pour objet de financer la recherche et le développement de programmes industriels dans le domaine de la défense. Il vise à :

1. Améliorer l'interopérabilité des équipements européens (17 modèles de chars contre un seul aux États-Unis, 29 modèles de destroyers, contre 4 aux États-Unis, 20 modèles d'avions, contre 6 aux États-Unis).
2. Renforcer l'autonomie stratégique de l'Union européenne en réduisant sa dépendance dans l'armement, notamment vis-à-vis des États-Unis.

Le budget du FDEF devait s'élever à 13 milliards d'euros il a été réduit par le conseil européen 2020 à 7,9 milliards d'euros dont 2,6 pour les projets de recherche et 5,3 au projet de développement des capacités.

Soixante-quatre ans après sa création, les États membres de l'Europe n'ont pas délégué à l'Union européenne la compétence de la défense et des affaires étrangères. Cela tient, entre autres, à plusieurs facteurs :

1. Le refus de la CED en 1954 dû à la France.
2. L'introduction, en 1973, de la Grande-Bretagne (à laquelle était opposé, en son temps, le général de Gaulle). Celle-ci a tout fait pour empêcher l'Europe de préparer les conditions pour pouvoir dépendre moins des États-Unis.
3. Après la chute de l'Union soviétique, la précipitation avec laquelle a été menée l'intégration d'États européens, soumis durant 40 ans à la domination soviétique, qui devenaient à la fois membre de l'Europe et de l'OTAN, afin de ramener l'URSS à la frontière russe (ou inversement?)
4. Une absence de volonté d'unification chez les pays européens eux-mêmes.

En conclusion : rien ou presque n'est possible avec les décisions à l'unanimité.

De fait la plupart des États n'ont pas de véritable capacité militaire – et moins encore la volonté de se doter de celle-ci. L'Europe semble avoir perdu le sens de l'usage de la force, et est handicapée par le refus récent de l'arrière d'assumer les pertes de combattants volontaires. ■



L'Europe
face
aux nouveaux
Empires

L'Europe, que l'Union européenne ne représente pas toute entière, fait face à des Empires émergents ou réémergents à vocation perturbatrice dans son voisinage immédiat.

L'Iran

Avant que la Grande-Bretagne n'impose sa domination en Asie, on parlait persan de Samarkand à Delhi. Les Européens feraient bien de s'en souvenir, et de mesurer la profondeur de la civilisation stratégique de la Perse. Victime, au XIX^e siècle, des empiétements russes et britanniques, l'Iran perd le contrôle de territoires qui étaient indiscutablement persans (comme Hérat en Afghanistan). Dans toute la région, l'influence de l'Iran, au cours des âges, des Achéménides aux Séfévides, a été considérable sur le plan militaire, politique et, plus particulièrement, culturel. Toutes les vagues d'invasions issues d'Asie centrale ont ainsi été imprégnées de culture persane et ont véhiculé celle-ci jusqu'au nord de l'Inde. De surcroît, à partir du début du XVI^e siècle, l'Iran est devenu le centre de gravité du chiisme. L'influence politique – et religieuse –, de l'Iran est aujourd'hui sensible au Liban, en Syrie, en Irak, au Yémen et en Afghanistan. Par ailleurs, on parle le persan au Tadjikistan et en Afghanistan (dari). Reza Shah, à l'instar de Moustapha Kemal en Turquie, centralise et modernise le pays entre les deux guerres.



Au lendemain de la seconde guerre mondiale, l'Iran est l'objet des convoitises soviétiques (et tente de créer des républiques amies : grand Azerbaïdjan et république kurde de Mahabad). Les Anglo-Saxons réagissent en mettant au pouvoir le jeune shah Pahlavi qu'ils soutiennent militairement et qui se révèle un allié sûr jusqu'à sa chute (1979).

La montée au pouvoir de l'ayatollah Khomeiny (1902 – 1989) devenu « guide suprême » transforme l'allié américain en adversaire déclaré de Washington et d'Israël. Contrairement aux États arabes, Téhéran avait reconnu l'État d'Israël et n'avait, avec ce dernier, aucun contentieux territorial. L'Iran espérait, entre autres, ainsi regagner la sympathie des opinions publiques sunnites – et se présentait également comme le protecteur des chiites (souvent ostracisés). L'opposition de l'Arabie Saoudite à ce programme est d'emblée complète. L'activisme chiite, en tout cas, se manifeste non seulement en Iran proprement dit, mais sur des théâtres extérieurs nombreux : en Afghanistan après l'intervention soviétique (1979) pour soutenir et organiser les Hazaras au cours des années 80, pour fournir un appui au Liban, d'abord au parti Amar, puis surtout au Hezbollah qui se révèle une force politique, décisive à l'intérieur du Liban, mais aussi redoutable militairement à l'extérieur (face aux forces israéliennes en 2006, puis en Syrie contre le terrorisme islamique).

L'Iran tient en échec l'agression, largement appuyée internationalement, de l'Irak de Saddam Hussein dans les années 80 et, par la suite, s'oppose à la prétention américaine de « remodeler le grand Moyen-Orient » (2003) (création de la brigade Badr etc). À partir de 2011, ce qu'on a appelé les « printemps arabes » permet à Téhéran de jouer un rôle croissant. L'ironie de l'histoire veut qu'un mouvement très largement appuyé,



sinon déclenché ; par les organisations proches des néoconservateurs américains ait abouti à un renforcement considérable et imprévu de la puissance de l'Iran dans toute la région.

En Syrie, l'Iran appuie fortement le pouvoir de Bachar el Assad (alaouite donc chiite) avec une aide militaire substantielle (2014) et joue un rôle décisif dans son maintien au pouvoir. La même année, l'Iran soutient la rébellion Houthi au Yémen, au grand dam de l'Arabie Saoudite qui ne parvient pas à ses fins territorialement et se contente de bombardier sans vaincre.

L'Iran dispose d'un arsenal de missiles balistiques et de croisières qui se sont révélés performants. Il a aussi développé des drones efficaces. Téhéran recourt, par ailleurs, à la guérilla navale dans le Golfe persique (attaque du 14 septembre 2019 contre des sites pétroliers saoudiens). Il a su riposter après l'assassinat de Ghassem Soleimani avec des tirs balistiques contre des forces américaines basées en Irak, moins destructrices que dissuasives, etc.

Décidé par Donald Trump sous l'influence israélienne, le retrait américain de l'accord sur le nucléaire de Vienne (que les Européens n'ont pu contrer malgré leur désir de le faire) en mai 2017 a porté un coup sévère à l'Iran à cause des sanctions qui l'ont suivi. Dans un premier temps du moins. Le corridor chiite menant en Méditerranée coûte cher en investissements de toute nature. Le blocage des mouvements financiers et des exportations d'hydrocarbures a d'abord mis à l'arrêt une économie iranienne dépendante de l'extérieur. Malgré les difficultés économiques et sociales qui affectent la population et l'amènent à protester en masse, la république islamique, arc-boutée à son nationalisme, continue de tenir. Dans un second temps, se sont mis en place les alliances de fait, les complicités et les circuits qui permettent à l'Iran de respirer ; les embargos américains, non validés par l'ONU, sont de moins en moins respectés par des pays, comme la Chine ou la Russie, qui constatent l'unilatéralisme américain et son mépris du droit international, pourtant constamment invoqué. Avec la présidence de Joe Biden, et malgré les pressions israéliennes, les négociations avec l'Iran ont repris et vont sans doute durer.

L'économie iranienne s'est fortement dégradée au cours de l'année 2018 – chute précipitée, de surcroît, par la pandémie du corona virus en 2020. La récession est de l'ordre de 10 % et l'inflation considérable (la banque centrale iranienne évoque le chiffre sans doute exagéré de 40 %!).

Des manifestations massives de mastazafins (deshérités), pour lesquels le régime prétend œuvrer, ont éclaté en octobre 2019. La baisse du prix du baril (50 \$ en 2020) et le ralentissement sensible de la demande mondiale ont obligé le régime à demander l'aide du FMI. La situation est difficile entre la reprise des négociations, les tensions sociales et les difficultés économiques. Cependant le régime a intérêt, en se raidissant, à ne rien lâcher sinon des apparences de concessions. L'accord réalisé avec la Chine (2019) peut permettre à l'Iran de redynamiser son économie. Pékin s'est engagé à investir près de 400 milliards de dollars ! Sur 25 ans. En



échange, la Chine aura un tarif préférentiel sur le pétrole et le gaz iranien sans compter l'accès au territoire iranien dans le cadre des routes de la soie.

En attendant, Israël, inquiet des projets nucléaires iraniens, multiplie les assassinats ciblés (27 novembre 2020, mort du concepteur du programme nucléaire iranien, dernier d'une série).

Le régime est aujourd'hui bien tenu par son aile la plus conservatrice et s'organise pour durer à tout prix. Il va survivre, selon toute apparence, malgré des difficultés considérables et l'hostilité active d'Israël. ■

La Turquie

Comme l'Iran et contrairement aux États arabes, à l'exception de l'Égypte et du Maroc, la Turquie a une longue tradition impériale, militaire et diplomatique. Moustapha Kemal (1880 – 1938) a sauvé le noyau anatolien de l'empire du dépeçage colonial prévu par le traité de Sèvres (1920). Ce dernier, qui ne fut pas appliqué, ne laissait à la souveraineté turque qu'un quart de l'Anatolie (avec une vaste région au sud-ouest dépendant de l'Italie, un mandat au sud-est pour la France en Cilicie, une enclave grecque autour de Smyrne et, à l'est, l'esquisse d'un État arménien, enfin d'une aire kurde autonome) tracée sur le papier par le président des États-Unis, Woodrow Wilson. Les forces armées turques n'étant pas désarmées, Moustapha Kemal entame des hostilités afin d'imposer une autre assiette territoriale et l'emporte sur les Arméniens (exsangues après les massacres de 1915 – 1917) et sur les Grecs dont l'avancée reconduite jusqu'à Smyrne, mise à feu.



Le traité de Lausanne (1923) est établi après un échange pacifique des populations : 1,2 millions de Turcs rejoignent la Turquie et 600 50000 Grecs doivent rejoindre la Grèce. Le mot de « purification ethnique » n'est pas encore dans le vocabulaire diplomatique ! L'homogénéisation ethnique (et religieuse) a été opérée au détriment des minorités chrétiennes et seuls les Kurdes, musulmans, ont le choix entre l'intégration et la répression (1924).

La Turquie choisit le modèle de l'État-nation qui, à l'époque, est l'unique modèle de la modernité. C'est la voie qu'avait empruntée le Japon du meiji avec succès une quarantaine d'années plus tôt, césarienne culturelle dans l'ensemble réussie, bien que la notion de laïcité n'y soit pas entendue comme elle l'est en France.

Le califat turc est supprimé en 1924. Dix ans plus tard, le droit de vote est accordé aux femmes avec une décennie d'avance sur la France. L'alphabet latin est adopté et le droit s'inspire de la législation helvétique. Depuis, l'héritage kémaliste a été défendu par les militaires, entre autres à travers une série de coups d'État (1960, 1971, 1980 aux objectifs parfois divergents) ainsi que par les partis politiques.

Lorsqu'en 2002, Recep Tayyip Erdoğan, à la tête de l'AKP, prend le pouvoir, il s'est déjà distingué à la mairie d'Istanbul comme un partisan d'un retour à l'islam (il a été emprisonné à cause de cela). La première décennie du pouvoir de l'AKP est un indiscutable succès : croissance économique annuelle autour de 8 %, augmentation des investissements étrangers, doublement du revenu des habitants et parfois davantage pour certaines catégories, modernisation des infrastructures. Erdoğan réussit avec le soutien d'hommes d'affaires anatoliens qui misent sur les exportations et sur l'appui des classes moyennes pieuses d'origine rurale.



L'Europe est séduite par cette croissance ouverte dans un climat qui paraît démocratique. C'est à partir de 2014 que la croissance s'essouffle tandis que le pouvoir se montre, déjà depuis des années, de plus en plus porté à favoriser le retour à la tradition religieuse ainsi qu'à intervenir dans les affaires régionales en tant que puissance autonome.

La Turquie a déjà pris parti pour les Palestiniens (épisode d'une aide humanitaire à Gaza). Le souci de devenir puissant se fait de plus en plus manifeste. Les Kurdes, soit 20 % de la population, n'ont droit qu'à l'intégration ou à la répression et celle-ci devient de plus en plus systématique. Le PKK commet l'erreur de porter la lutte armée dans les villes kurdes qui deviennent un piège où la répression s'exerce sans frein. Il y gagnera surtout d'être désigné par la communauté internationale comme une organisation terroriste.

En 2016, au lendemain d'une tentative de coup d'État mal coordonnée, le pouvoir turc d'Erdoğan riposte avec une singulière brutalité. Des dizaines de milliers de militaires et d'autres catégories sociales sont emprisonnés pour des durées indéfinies. Le pouvoir était déjà beaucoup moins populaire (manifestations pour le parc de Gezi, Istanbul 2016) et cela se constate brutalement en 2019 lorsque l'AKP perd les élections à Istanbul, Ankara, Antalya, etc.

Sur sa lancée, Erdoğan, qui mène une politique de puissance, s'inspire de l'islam politique des frères musulmans (réfugiés au Qatar) de façon massive et cherche à établir son influence dans l'aire qui fut celle de l'Empire ottoman (appui aux jihadistes en Syrie, expulsion des Kurdes d'Afrin, engagement en Libye où la Turquie démontre sa maîtrise des drones, crise avec l'Otan consécutive à la perspective de l'achat du système russe anti-missile dit SS 400 (incompatible avec les critères de l'Otan), fortes tensions en Méditerranée orientale concernant la délimitation des eaux territoriales (2026) jugée trop favorable aux Grecs et finalement appui aux Azerbaïdjanais contre l'Arménie au sujet du Haut-Karabakh (avec un appui décisif des drones turcs).

Erdoğan, malgré des difficultés financières et économiques a tout axé sur la modernisation de l'outil militaire. Cette priorité n'empêche pas la Turquie, à travers ses médias (chaîne de TV, films, journaux), d'étendre son influence. Un soft power turc devient une réalité. En effet, la Turquie est au second rang, après les États-Unis, des ventes mondiales de séries télévisées. Ses feuilletons qui évitent le cliché du « sauveur américain » sont très largement suivis au Moyen-Orient, aux Balkans, dans les pays d'Europe de l'Est, au Maghreb, en Asie centrale. Dans le monde musulman, la Turquie n'est concurrencée que par l'Arabie Saoudite et le Qatar.

Pour se donner les moyens de sa politique, Erdoğan, sur le plan de l'industrie de la défense, s'est spécialisé sur les équipements navals et les drones. Au cours de la présente décennie, il veut doter la Turquie de six nouveaux sous-marins produits en Turquie et d'un vaisseau amiral : le navire d'assaut amphibie Anadolu, premier porte-aéronefs de la marine turque. Les drones turcs Bayraktar TB2 et Anka-5 ont fait leurs preuves



en Syrie et en Libye comme face aux Arméniens et aux Russes en Ukraine. La Turquie va jusqu'à s'opposer frontalement à ses alliés de l'Otan, comme la France (10 juin 2020 lorsqu'une frégate française a tenté, en vain, d'inspecter un cargo turc) et a été illuminée par un vaisseau turc – dernier acte avant tirs réels!

Malgré l'indépendance de sa politique, la Turquie reste une alliée de l'Otan (après l'achat du SS 400, la vente des chasseurs-bombardiers furtifs F 35 américains à la Turquie a été annulée). Cependant, la position géographique de la Turquie est telle et ses moyens si peu négligeables qu'on ne peut, du côté occidental, que s'accommoder de cette liberté à condition qu'elle ne se retourne pas de façon univoque contre l'Occident.

L'aide militaire turque apportée à l'Ukraine – qui n'est pas pour plaire à la Russie –, est très appréciée par Washington. Cependant la distance prise avec l'Otan par Erdoğan convient à Vladimir Poutine.

L'alliance ambiguë entre les deux hommes est parfois difficile (le 24 novembre 2015 la Turquie abat un avion russe en Syrie du Nord. Finalement Erdoğan s'excuse). L'intrusion de la Turquie au Haut-Karabakh n'est guère appréciée – pas plus que la livraison d'armes à l'Ukraine. (Échange de technologie pour la fabrication de turbopropulseurs, de moteurs d'avions et de missiles, de systèmes radars, de liaisons satellitaires.)

Les relations restent complexes mais gérables dans la mesure où les deux chefs d'État savent jusqu'où ils peuvent aller trop loin. Récemment la Turquie a acheté 50 millions de vaccins Spoutnik-V russes contre la Covid 19.

Sur le plan symbolique, Sainte-Sophie, au cours d'une cérémonie largement mise en scène, est redevenue une mosquée. Le néo-ottomanisme est à l'horizon de la grandeur que la Turquie tend à retrouver, au prix d'un retour du religieux partout présent et utilisé comme garant de l'unité nationale. Seul l'islam sunnite (hanafite) est reconnu. Les alévis (pratiquant un chiisme mêlé de soufisme) doivent faire profil bas.

Le rêve de la Turquie d'incarner l'islam sunnite serait disproportionné – l'Arabie Saoudite, soutenue à cet égard par les États-Unis, est un rival de poids. L'Iran est un concurrent, la Russie un allié circonstanciel à géométrie variable. La Chine n'a pas apprécié le soutien turc aux Ouïgours et il est probable que, de façon discrète, la Turquie ait consenti à des extraditions d'Ouïgours vers la Chine (ce qui sous-entend une contrepartie).

L'Europe n'ose pas heurter de front la Turquie, celle-ci exerçant un chantage sur les millions de réfugiés qu'elle a consenti à contenir en échange de milliards d'euros négociés par Angela Merkel. Attitude impensable quinze ans plus tôt. L'Allemagne, en effet, à une forte présence turque très pro-Erdoğan et, il y a quelques années, en Allemagne, devant une foule de Turcs en présence d'Angela Merkel, Recep Tayyip Erdoğan déclarait « l'intégration est un crime contre l'humanité ».

Le conflit maritime sur la redéfinition des eaux territoriales en Méditerranée orientale est sans doute le dossier le plus délicat et Recep Tayyip

Erdoğan l'a senti qui n'a pas cherché la confrontation menant aux extrêmes. D'importantes ressources de gaz naturel ont été découvertes au cours de la décennie écoulée et ces zones sont disputées à la Grèce (soutenue par l'Europe). La Turquie manque de ressources naturelles et il est impératif d'assurer sa capacité maritime au cours des années à venir afin de représenter un défi que l'Europe aura tendance à ne pas affronter.

La récession est un fait et la dépréciation de la livre turque est forte (la gestion des finances par Erdoğan a été désastreuse). Le chômage s'est substantiellement accru (14 %) et le tourisme, si important pour l'apport de devises, s'est beaucoup ralenti. L'AKP ne représente aujourd'hui qu'une fraction de l'opinion publique. La classe moyenne s'appauvrit et trouve que la politique extérieure menée par le président lui est préjudiciable. L'inflation est à deux chiffres (11 % en 2020) mais une partie de la population se contente du regain de puissance affiché qui efface le sentiment d'humiliation.

Tout dépend de la capacité de Recep Tayyip Erdoğan à résoudre, au moins en partie, la crise économique pour aborder les élections de 2023 avec une chance raisonnable d'être réélu. Habile tacticien, il devrait y parvenir et couronner ainsi la statue qu'il s'est élevée. ■



La Russie de Poutine

La désintégration de la puissance soviétique provoquée par la politique menée par le tandem Reagan – Thatcher, par l'impuissance de Mikail Gorbatchev et le conservatisme de la bureaucratie soviétique a plongé, au cours des années 90, la Russie dans une crise politique, économique et sociale profonde. La misère a suivi, pour des millions de Soviétiques, la libéralisation de l'économie et s'est identifiée à une insolente domination américaine.



Au cours de cette décennie, la puissance américaine paraît omnipotente. Les néoconservateurs américains préparent «un nouveau siècle américain» (1997). Le plus réaliste des politologues américains, Zbigniew Brzezinski, dans son ouvrage de 1997 *Le grand échiquier*, indique que, pour que la suprématie des États-Unis se prolonge, il faut éviter qu'un État ou un groupe d'États puisse devenir hégémonique sur la masse eurasiatique. L'Europe ne doit pas se faire contre les États-Unis et l'ex-Union soviétique devrait être repoussée aux frontières de la Russie. À cet égard, l'Ukraine est essentielle avec ses 50 millions de Slaves. Sans elle, la Russie cesse d'être une puissance mondiale pour n'être que régionale. D'où les révolutions de couleur destinées à morceler l'ex-Empire. En 2004, en Ukraine, c'est l'échec, mais une seconde tentative sera couronnée de succès, quelques années plus tard. Nous avons assisté au passage de l'endigement à celui du refoulement (roll-back) auquel rêvait, sans y parvenir, Foster Dulles. Brzezinski ajoutait qu'il faudrait sans doute un quart de siècle pour que la Chine devienne une véritable puissance et qu'il n'était pas nécessaire de l'antagoniser davantage, clamant qu'elle est l'adversaire de demain sinon la rivale par excellence.

Sans le proclamer, les années 90 ont été la décennie lors de laquelle les États-Unis ont systématiquement affaibli la Russie et dominé, autant que faire se peut ses secteurs économiques – dans les hydrocarbures. Les engagements formels pris par James Baker, sous Georges Bush, vis-à-vis de Mihail Gorbatchev, assurant que jamais l'OTAN ne viendrait s'implanter dans l'étranger proche de la Russie, ne seront pas tenus; cette trahison d'engagements majeurs ne sera pas oubliée.

La crise économique de ces années-là, aggravée par la chute du rouble



(1997) diffuse un fort sentiment de déclassement, sinon de désintégration, contre lesquels s'élève Vladimir Poutine et qui est la cause de sa popularité première. Poutine réussit à conforter un puissant nationalisme et le sentiment d'une grandeur héritée de l'immensité territoriale et de l'histoire. Les liens sont resserrés avec les anciennes républiques soviétiques (création de la CEI qui réunit onze États) et les empiétements américains en matière de bases militaires éliminées en Asie centrale. Durant toute cette période, de la fin du siècle dernier et au-delà, l'Europe suit les initiatives américaines destinées à affaiblir le potentiel russe. Aucun effort n'est mené de façon concertée, pour tenter d'arrimer la Russie à l'Europe. Était-ce possible? En tout cas, cela ne fut pas tenté. Dans cette affaire, l'Europe a suivi la politique américaine qui visait à étendre le champ de l'Otan (c'est en tout cas la perception russe).

La mémoire est vive en Russie, du chaos de la période Eltsine et de la perte d'influence pour la Russie, des échecs militaires de la première guerre de Tchétchénie (1994 – 1996) et de l'enrichissement considérable des oligarques tandis qu'étaient privatisés d'importants secteurs de l'énergie (souvent au profit des États-Unis).

Vladimir Poutine a mis au pas ou écarté les oligarques de la période Eltsine et a exercé son contrôle sur les grands groupes énergétiques (Gasprom, Lukoizy, Rosnef, Transnef). Les révolutions de couleur fomentées par les O.N.G. qui n'avaient rien de non gouvernemental (Géorgie 2003, Ukraine 2004, Kirghizistan) ont été contrecarrées.

En 2008, la Russie, lors de la tentative de rompre avec Moscou (qui était le but de Saakachvili (surestimant l'appui que pouvaient lui apporter les États-Unis) montrait sans ambiguïté qu'elle était maîtresse en Transcaucasie. La réduction très brutale des Tchétchènes n'avait pas d'autre raison que de montrer qui domine le Caucase.

Au début des années 2010, la hausse du prix du pétrole a été une aubaine pour l'économie russe qui dépend très large partie de la commercialisation de ses hydrocarbures (ce qui la rend vulnérable aux baisses de prix ou de demandes).

Au Moyen-Orient, la Russie a, dès le début, soutenu le régime de Bachar el Assad et a réussi à le maintenir au pouvoir malgré la prolifération d'organisations jihadistes. Cette présence accrue au cœur du monde arabo-musulman amène la Russie à jouer un rôle permettant à la Turquie de retrouver sa liberté d'action en l'éloignant de l'Otan sans toutefois renoncer à en faire partie. L'aide que la Turquie a offerte à l'Ukraine sur le plan militaire (notamment avec des livraisons de drones) est une des illustrations de la complexité des rapports entre Recep Tayyip Erdoğan et Vladimir Poutine. Les rapports de la Russie avec l'Iran sont, eux aussi, complexes.

En Libye, la Russie n'a pas les mêmes intérêts que la Turquie (l'Otan) et, plus récemment, le soutien ouvert à l'Azerbaïdjan opposait, d'une certaine façon et jusqu'à un certain point, la Russie et la Turquie. Les Arméniens, dans cette affaire, ont été dépassés par absence de lucidité politique



et la Russie, en intervenant peu avant la chute annoncée de l'ensemble du dispositif arménien (Stepanakert) et en occupant militairement une partie du Haut-Karabakh continue de tenir l'Azerbaïdjan en lui interdisant une victoire totale. Dans cette région, la Russie reste l'arbitre et la Turquie sait jusqu'où elle peut aller...

Avec la Turquie, Moscou entretient des rapports ambigus qui, toutefois, s'accordent pour faire reculer l'influence américaine au Moyen-Orient. La Russie, au cours des dernières années, a affaibli son soutien aux talibans, leurs anciens adversaires, afin d'affaiblir la position des Américains.

Avec la Chine, les relations sont apparemment cordiales mais, de part et d'autre, pleine d'arrière-pensées, comme elles le sont depuis les années 1920 et l'échec des insurrections communistes. La Chine est le premier partenaire économique de la Russie tandis que celle-ci n'est que le 10e de Pékin, largement devancée par l'Union européenne. Malgré son activisme militaire et diplomatique, la Russie demeure une puissance économiquement fragile (trop dépendante de la vente des hydrocarbures) et marquée par de profondes inégalités sociales et une infrastructure vétuste. Tout a été dévolu aux capacités militaires et à la cyberdéfense – ou plutôt à l'usage déstabilisateur du cyber et d'autres moyens d'influence et de manipulation.

Tacticien de génie, Vladimir Poutine réalise avec des moyens globaux limités une politique de présence militaire et d'influence (ouverte ou indirecte) considérable.

La Russie dispose de 10 % des réserves mondiales de pétrole et de plus de 20 % des réserves de gaz. Elle fournit à l'Europe 40 % de ses importations gazières et plus de 30 % de son pétrole. En revanche, près de la moitié des ressources fiscales russes dépendent du niveau des exportations énergétiques.

La hausse récente des revenus pétroliers a fragilisé la société russe déjà très inégalitaire. Depuis quelques années, des voix discordantes se font entendre – notamment en Sibérie –, le pouvoir a essayé de se débarrasser d'Alexeï Navalny (2020), cependant Vladimir Poutine a obtenu de garantir sa prévalence politique pour -sur le papier – près d'une vingtaine d'années. Il est, pour l'heure, irremplaçable. Ce qui résultera de la guerre engagée contre l'Ukraine et du coup d'arrêt porté à l'OTAN demeure incertain; d'aucun y voient l'accélération d'un processus de basculement du monde vers l'Eurasie, quand d'autres dénoncent une erreur stratégique majeure. ■

La Chine

L'observateur réaliste ne peut que constater qu'en refusant de céder aux manifestations de Tiananmen (1989) le régime chinois a évité de connaître un sort sans doute proche de celui de Mikhaïl Gorbatchev en URSS. Peut-être aurions-nous intérêt, dans nos analyses, comme on a ici essayé de le faire pour la Russie, de comprendre – ce qui ne veut pas dire partager –, les perceptions de l'adversaire et son rapport à sa propre sécurité ainsi que ses ambitions.



La Chine a conscience de sa grandeur sur plus de deux millénaires, sinon davantage, depuis le premier Empereur Qin Shi Huangdi. Elle a aussi un souvenir aigu du « siècle des humiliations » (1839 – 1949) lors duquel le pouvoir des Qing s'effondre progressivement avec les deux guerres de l'Opium (1839 – 1842) et (1856 – 1860) puis de l'intervention des puissances occidentales lors de la révolte des Boxers, au tournant des années 1900 (sac du Palais d'été), cession à la Grande-Bretagne de l'île de Hong Kong et signature des « traités inégaux ». Il fut un temps où la Chine n'exerçait pas sa souveraineté sur ses ports les plus importants, régis par des étrangers. Puis le Japon de l'ère « meiji » succéda à la domination européenne avec une brutalité sidérante (Nankin 1937).

L'humiliation, un sentiment que les États-Unis ont eu la chance de ne pas connaître, fait partie de l'héritage historique récent de la Chine. Pour la Chine, comme pour le Japon et tant d'autres, le péril blanc est une réalité de l'histoire récente.

Mao Zedong (1893 – 1976) fut celui qui, sur le plan de la stratégie intégrale de la guerre de libération, sut le mieux trouver la formule permettant de passer de la guérilla à la guerre révolutionnaire afin de s'emparer du pouvoir. Sa gestion politique fut erratique (grand bond en avant 1958 – 1960) et eut des effets catastrophiques (révolution culturelle 1966 – 1976).

Son successeur, Deng Xiaoping est le génial architecte qui permit le redressement de la Chine à partir de 1978 lorsqu'il entame des réformes structurelles concernant le marché, dont l'impact détermine les décennies suivantes.

En 1978, la Chine représentait moins de 1% du commerce internatio-



nal. 40 ans plus tard, la Chine est devenue « l'usine du monde ». Un tel essor est sans équivalent dans l'histoire économique moderne.

Deuxième économie mondiale depuis 2010 cinq, dotée du deuxième budget militaire mondial depuis 2012, la Chine a connu une croissance économique à deux chiffres durant plus de 20 années tout en ne descendant jamais au-dessous de 6% ou 7%, un score qu'aucune des démocraties n'a connu depuis longtemps.

La Chine intègre en 2009 l'organisation mondiale du commerce (OMC) et décuple ses exportations. En 2018, le volume du commerce extérieur chinois dépasse les 4600 milliards de dollars et se situe au premier rang mondial pour les exportations et au second pour les importations, derrière les États-Unis.

La montée de la Chine doit beaucoup à la sagesse lucide de Deng Xiaoping qui pousse à la croissance économique accélérée tout en suggérant de « cacher ses moyens et savoir prendre son temps ». Lorsque, par la suite, la crise financière de 2007 – 2009 frappe les États-Unis de plein fouet, la Chine commence à renforcer sa puissance plus activement – ce qui, à partir de 2012, avec la montée au pouvoir de Xi Jinping, amène le pays à se doter de moyens militaires considérables et à lancer l'initiative des routes de la soie (Belt and Road Initiative).

Entre-temps, la Chine réussissait à créer ses propres institutions, telle la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures et la Banque asiatique de développement – réunissant 57 pays (mais ni les États-Unis ni le Japon).

Après avoir espéré une démocratisation par l'ouverture du marché mondial (Clinton), les États-Unis ont dû admettre que ce concurrent était un adversaire, ce qu'incarnait l'avènement de Xi Jinping (2012) à la tête du parti communiste, de l'armée et de la République populaire de Chine. La Chine, avec l'augmentation de sa puissance est devenue plus autoritaire, phénomène classique qui ne décevra que ceux qui pensent que les rapports internationaux ne sont pas fondés sur la force et la coercition.

Que veut la Chine? Que peut la Chine?

Selon ce qui est officiellement proclamé par le régime chinois, celui-ci se propose, pour la date anniversaire de 2049, d'être la première puissance du monde. Cet objectif peut-il être atteint? Quels sont les obstacles, internes et externes à ce projet?

À l'heure actuelle, les autorités chinoises veillent à étroitement contrôler la population – avec une rigueur particulière réservée aux Ouïgours et, dans une moindre mesure, aux non Hans (Tibétains ou Mongols, etc).

En 2018, une réforme supprimait l'article 66 de la Constitution levant ainsi la limite de deux mandats successifs que le président peut exercer. Ceci afin de conforter le pouvoir, sur la durée, de Xi Jinping.

Hong Kong, qui devait, selon les accords anglo-chinois, rester hors de l'administration chinoise jusqu'en 2047, est aujourd'hui contraint de



subir le diktat chinois, quelle que soit sa volonté. Taiwan se sait menacé, bien que les États-Unis ont déclaré garantir sa sécurité.

La Chine, par ailleurs, revendique en mer de Chine les îles japonaises Senkaku, les îles Paracels et les îles Spratley (malgré l'opposition du Vietnam, des Philippines, etc.). Le conflit frontalier au Ladakh avec l'Inde, sa rivale en Asie, reste pendant. Le projet « ceinture et route » (Belt and Road Initiative) tisse un maillage maritime et ferroviaire qui connecte la Chine à l'Europe, au Moyen-Orient, à l'Afrique, au sud du Sahara et, même, à l'Amérique latine.

Des relais portuaires ou non ont été créés : Gwadar (Pakistan), Hambantota (Sri Lanka), Port-Saïd (Égypte), le Pirée (Grèce), Tanger (Maroc), Walvis Bay (Namibie) permettent de quadriller les grandes routes maritimes et de profiter des ressources énergétiques des pays partenaires tout en favorisant les transferts de technologie.

Près de 65 pays ont adhéré à ce programme dont 20 pays africains, représentant près de 75 % des réserves énergétiques. Il annonce la plus grande union commerciale du monde, une union essentiellement terrestre dont les États-Unis sont exclus. La Chine veut, à tout prix, atteindre l'indépendance énergétique et renforcer son contrôle sur les chaînes majeures d'approvisionnement mondiaux.

Ce système ne tend-il pas à déposséder certains pays de leurs ressources naturelles ? Mais ces pays ont-ils les moyens de mettre eux-mêmes en valeur ces ressources à grande échelle ? Ont-ils une autre option ?

La pandémie a été l'occasion pour la Chine de montrer sa capacité organisationnelle tout en témoignant de son opacité. L'Union européenne, en tout cas, a été alarmée par sa dépendance à la production chinoise, les délocalisations ayant démontré leurs conséquences négatives. Selon Pékin, la bataille de la Covid a été gagnée.

Les relations sino-américaines sont tendues et Washington cherche à resserrer ses alliances avec tous ceux qui craignent une Chine à tendance hégémonique. Taiwan représente un point de tension sérieuse. Les États-Unis entendent s'opposer aux revendications (considérées comme légitime par Pékin) en mer de Chine méridionale avec leurs alliés : Inde, Corée du Sud, Indonésie (sans compter le Japon) et multiplie les manœuvres militaires (avec présence de deux porte-avions).

Peut-être est-ce estimer à l'excès l'influence des États-Unis que de demander à nombre de pays d'Asie orientale de s'opposer ouvertement à la Chine. En Asie du Sud-Est, beaucoup de pays se rangent derrière l'Amérique pour leur sécurité mais traitent avec Pékin pour leur prospérité. Qu'on le veuille ou non, la Chine devient l'économie dominante, particulièrement dans cette aire et dépasse déjà, sur le plan des échanges commerciaux, les États-Unis.

D'autres centres de tension sont importants. Rivale de la Chine sur le plan démographique et en ambition économique, l'Inde a un contentieux avec la Chine au Ladakh (1962) et les escarmouches se sont multipliées en 2020. L'Inde s'inquiète des relations entretenues par la Chine avec le Pakis-

tan, son rival constitutif (qui a tant œuvré pour évincer les Américains d'Afghanistan).

Le Népal, frontière naturelle entre l'Inde et la Chine, est doublement sollicité et les États-Unis souhaitent y établir une base militaire. Pékin compte sur son partenariat avec le Pakistan pour contrer l'Inde et l'influence américaine. Le projet de corridor sino-pakistanaï est une plaque tournante des nouvelles routes de la soie – reliant Kashgar (Xinjiang) au port de Gwadar (Pakistan) non loin de la frontière iranienne où la Chine, depuis 2019, a signé le « Lion-Dragon Deal » (soit 40 milliards de dollars d'investissements sur 25 ans !) afin d'étendre son influence tous azimuts à partir de « l'Empire du Milieu ».

Après avoir espéré une démocratisation par le marché, puis avoir eu le sentiment qu'il y aurait une implosion intérieure, aujourd'hui on pense généralement que le vieillissement (accéléré par la décision de limiter la naissance à un enfant par famille) va poser de sérieux problèmes à la Chine dans un avenir proche. C'est oublier, peut-être, qu'à l'heure actuelle, la retraite est à 55 ans pour les femmes et à 60 pour les hommes. Rien n'empêche de reculer de 10 ans cette échéance et, pour commencer, de 5 ans, comme en Europe. On insiste aussi sur les disparités sociales et les inégalités entre les territoires. La même remarque pourrait être adressée aux États-Unis (tous les pays industriels n'ont pas la chance de la Norvège et de son confort social largement assuré par les revenus du pétrole et de son fonds souverain).

Une remarque : jadis le régime soviétique ne laissait pas sortir ses habitants d'URSS parce qu'on n'y revenait pas volontiers tandis que massivement les Chinois sortent consommer ce qu'on ne trouve pas chez eux et retournent librement en Chine.

L'Inde devrait, démographiquement, dépasser la Chine dans quelques décennies mais nullement sur le plan économique. Après ses succès contre le Pakistan (1948, 1965, 1971) l'Inde a connu une période de croissance importante et ses élites sont nombreuses et performantes, notamment dans le secteur scientifique. Mais le parti de Narendra Modi, le BJP s'est de plus en plus mobilisé contre les musulmans de l'Inde. La politique intérieure menée par N. Modi est ouvertement antimusulmane, comme le démontre son emportement à l'égard du Cachemire.

Nehru, en son temps, avait interdit aux Indiens de s'installer au Cachemire, décision hautement démocratique – qui n'a pas été celle pratiquée, entre autres, par la Chine au Xinjiang. Cela n'a pas empêché le Pakistan d'aider, au Cachemire, tous ceux qui voulaient un changement de statut, quitte à les épauler avec des troupes pakistanaises. Cela se retournait, à la longue, contre les Cachemiris, lorsque N. Modi a décidé de modifier le statut démocratique du pays.

L'Inde, entre-temps, poursuit le développement de sa marine et n'a cessé de se rapprocher des États-Unis qui en sont bien aises. Avec le Japon et l'Indonésie et, plus au sud, l'Australie, les États-Unis tissent là leur politique d'endiguement. En Asie du Sud-Est, si le Cambodge est sous

influence chinoise, le Vietnam s'est depuis longtemps rangé du côté américain.

Il reste un peu moins de 30 années jusqu'à l'échéance symbolique de 2049, l'espace d'une génération. Nul ne peut, avec certitude, dire où en sera la compétition engagée par la Chine pour imposer son hégémonie.

Quid de l'Europe dans cette compétition ?

Malgré les pressions, l'Union Européenne ne cherche pas à s'engager sans réticences aux côtés des États-Unis qu'elle considère cependant comme le garant de sa sécurité.

L'Europe – qui n'est pas, on le sait unanime-, continue d'avoir des échanges fructueux avec la Chine qu'elle n'entend pas interrompre ou réduire. On notera, avec intérêt, que l'ASEAN a détrôné, en 2019, l'Union européenne comme premier partenaire commercial de la Chine. C'est là, avec la mer de Chine méridionale, le premier terrain de chasse chinois.

Comme à l'accoutumée, l'Union européenne marche en ordre dispersé: la Hongrie, la Grèce, dans une moindre mesure l'Italie sont sensibles aux avances chinoises. D'autres suivront, compte tenu des avantages offerts par Pékin. La France et le nord de l'Europe occidentale entendent se tenir à distance d'une aide à double tranchant. ■

Les États-Unis

L'hégémonie américaine n'est plus ce qu'elle était, elle reste un fait. Les États-Unis disposent de l'autonomie énergétique grâce à l'exploitation du gaz de schiste et leur secteur de haute technologie reste sans égal. Les dix premières entreprises mondiales sont américaines et regroupent les «Gafam» (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft). Durant la dernière décennie, jusqu'en 2020, les États-Unis ont connu une croissance de l'ordre de 2,3 %, malgré la crise de la Covid 19. Cette vitalité, due à une série de facteurs constitutifs de leur formation (esprit protestant, vertus pionnières, territoire vaste et immigration massive décidée à réussir, etc.) a ses contreparties.



Les inégalités sociales (et raciales) sont profondes, les infrastructures sont déficientes, le système de santé est vétuste (malgré les mesures esquissées par Barak Obama). Les tensions entre communautés se sont exacerbées et l'intolérance se généralise de part et d'autre bien que le patriotisme américain reste central. Les États-Unis sortent vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale, en ayant payé un prix modeste. Ils produisent, à l'époque, 40 % de la production mondiale et leur modèle, et sa transcription culturelle et linguistique, envahissent une grande partie du monde. Malgré l'échec vietnamien (1965 – 1975), les États-Unis l'emportent dans la compétition avec l'URSS. Les années 90 du siècle dernier représentent le zénith de l'hégémonie américaine, après quoi, Washington se laisse illusionner par un sentiment d'omnipotence.

À partir de 2003–2004, les États-Unis multiplient les initiatives intempêtes et des engagements dans lesquels ils se passaient du soutien de l'ONU, démontrant qu'ils agissaient selon leur bon plaisir. En Syrie, les États-Unis ne parvenaient à rien imposer, en Irak la situation profite à l'adversaire iranien, en Afghanistan la guerre s'est éternisée au profit du Pakistan. Si le nombre des pertes militaires est modeste (7 000 soldats entre l'Afghanistan et l'Irak), le coût financier de ces guerres est phénoménal : selon Joseph Stiglitz, prix Nobel par ailleurs, la guerre en Irak aurait coûté 3 000 milliards de dollars et celle d'Afghanistan (2019) près d'un tiers de cette somme.

La présidence de Donald Trump, si elle avait le mérite de montrer que des rapports internationaux, au-delà des déclarations, sont fondés sur les rapports de force, affaiblissait les liens entre les États-Unis et l'Europe, remettant en cause l'accord signé entre l'Irak et les États-Unis et les pays



européens (2018). Entre-temps le retrait inattendu des contingents américains au détriment des alliés kurdes en Syrie contre l'État islamique et au profit de la Turquie a soulevé le problème de la fiabilité du soutien américain. Que valent des alliances qui n'engagent les États-Unis que pour autant qu'elles servent leurs intérêts immédiats ?

Aujourd'hui, avec la Chine, le secteur aéronautique et la production de soja constituent deux des principales exportations américaines. La Chine dépend des matériaux américains, dont des microprocesseurs, pour les nouvelles technologies. La Chine travaille au découplage des deux économies au moins en ce qui concerne la technologie. Dans les échanges avec les États-Unis, la Chine garde l'avantage dans les négociations grâce à sa balance commerciale excédentaire.

Les conséquences économiques de la pandémie sont importantes aux États-Unis sur le plan social. Le système de santé américain n'est pas de ceux qui permettent d'affronter une crise sanitaire de cette ampleur. La Chine fait mieux. En 2020, 26,5 millions d'Américains étaient inscrits au chômage (soit près de 15 %). L'État fédéral a dû multiplier les plans de soutien et d'aides économiques. La fracture sociale est particulièrement sensible, doublée d'une série de catastrophes climatiques : inondations, feux de forêt sur des millions d'hectares, cyclones. Ces phénomènes ont affecté un tiers de la population américaine vivant sur les côtes : 2 millions d'hectares ont brûlé en 2020 de la Californie à l'État de Washington.

Les institutions américaines cependant sont solides et le dynamisme américain reste entier. Certes la société américaine, avec les années Trump (et un trumpisme persistant) a connu des tensions sérieuses, mais la victoire de Joe Biden redistribue les cartes. Retour à un multilatéralisme (parfois de façade), modèle social plus inclusif et protecteur, ouvert à davantage de mixité politique (la vice-présidente Kamala Harris est la première femme « de couleur » à accéder à ce poste), même chose pour la ministre de l'Intérieur, une Amérindienne.

Avec l'Irak des sanctions seront sans doute levées en grande partie et les États-Unis resserrent leurs liens avec leur allié en Asie-Pacifique pour contenir, autant que faire se peut, les ambitions territoriales chinoises.

L'Amérique a beaucoup d'atouts pour conserver la première place, mais c'est de loin le plus rude défi de son histoire qu'elle doit relever. ■



L'Europe déclassée

Pour apprécier la situation de l'Union, il faut constater d'abord, 60 ans après son existence officielle, que l'intégration, mal commencée avec le refus de la CED (1954) a été une nouvelle fois rejetée par le « non » de la France et des Pays-Bas au référendum sur la Constitution européenne de 2005, puis récemment avec la rupture de la Grande-Bretagne (2016). Depuis, l'Union avance en apesangteur démocratique. S'ils étaient proposés par referendum, la majeure partie des choix de l'Union seraient rejetés par les électeurs.

L'Europe, en rangs dispersés, souffre d'une multiplicité de crises : économiques, sociales, migratoires, etc. On y constate une montée du populisme et des mouvements de droite extrême (Allemagne, France, Italie, etc.). De toute façon, l'avenir sera âpre. La pandémie de la Covid 19, jointe à la crise économique ont mis en lumière les dysfonctionnements des États européens, leur lourdeur bureaucratique et les obstacles à la capacité d'adaptation. Cependant, in fine, des aides ont fonctionné (Espagne, Italie) et les populations étaient mieux protégées qu'aux États-Unis. L'Europe semble désemparée et agitée de courants contraires dans la compétition globale entre les États-Unis et la Chine, sans compter les effets directs ou indirects des États perturbateurs comme la Russie ou la Turquie.

On a peine à imaginer qu'il y a tout juste un siècle, en 1920, au lendemain de la Première Guerre mondiale, l'Europe dominait politiquement le monde afro-asiatique à l'exception du Japon... Sans doute s'agissait-il d'un répit jusqu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'Europe est sortie de la grande histoire.

Prenant acte que les États européens se sont apaisés à force de s'affronter au cours des siècles qui ont suivi le traité de Westphalie (1648) les



« pères fondateurs » du noyau premier de l'Europe ont cherché à rompre avec le nationalisme suicidaire afin de créer une architecture politique fondée sur des intérêts économiques communs. Esquissée en 1948, la première instance européenne se dénommait « Organisation européenne de coopération économique », elle est la matrice de l'OCDE et le prélude de sa Communauté européenne du charbon et de l'acier (1951) et de la Communauté économique européenne (1957). Mais on constate, d'emblée, qu'il n'y a aucune mutualisation des ressources militaires puisque la France rejette la création de la Communauté européenne de défense (1954).

La sécurité, durant la « guerre froide » est assumée pour l'Europe de l'Ouest par les États-Unis, 75 ans plus tard, nous en sommes toujours là, à la différence que l'Europe de l'Est n'est plus tenue par l'URSS mais se retrouve pour l'essentiel dans l'Otan.

Des phases d'élargissement se sont succédées entre 1969 et 1985. Le traité de Maastricht crée l'Union européenne entre douze pays et un marché unique (1992).

Après l'effondrement de l'URSS, treize autres pays deviennent membres de l'Europe entre 1995 et 2004. Mais la Constitution européenne proposée au référendum de 2005 n'est pas adoptée. La cohésion politique fait gravement défaut. Les perceptions des menaces, comme celle du passif historique sont différentes, ainsi, par exemple de la Pologne et des pays baltes. Par ailleurs, au-delà des perceptions, le clivage entre les pays du Nord et ceux du sud de l'Europe est un fait.

Le niveau de la dette publique (2020) et sa disparité Nord/Sud est éloquent :

En pourcentage du PIB 2020				
Grèce	Italie	Portugal	France	Espagne
200	154,2	130,8	116,5	114,1
Autriche	Allemagne	Finlande	Pays-Bas	Suède
79,1	70	66,9	55,2	38,4

En matière de chômage, l'Espagne, la Grèce et l'Italie – notamment en ce qui concerne le chômage chez les moins de 25 ans – sont au-dessus de 30 % (France 22). Tandis que l'Autriche, l'Allemagne, les Pays-Bas sont au-dessus de 10 !

En matière d'éducation, le taux des jeunes non diplômés est particulièrement bas en Espagne, en Italie et au Portugal. La part des investissements dévolus à la recherche et au développement est particulièrement basse en Italie (1,45), au Portugal (1,100), en Grèce (1,27), en Espagne (1,25). La France est à 2,19 en 2020 et l'Allemagne, l'Autriche et la Suède sont au-dessus de 3 %, un score qu'approche la Finlande avec 2,80.



Mais il y a pire. La part de l'industrie dans le PIB de chaque pays indique un décrochage industriel inquiétant – et à cet égard, la France est particulièrement concernée (2020).

Allemagne	Autriche	Finlande	Italie	Suède
24	21,7	20,5	19	18,2
Portugal	Espagne	Pays-Bas	France	Grèce
17	16	15	13	12

Dans nombre de secteurs essentiels à la population, l'Union européenne est totalement dépendante d'autres continents, notamment de la Chine et des États-Unis.

À ces disparités et à ces retards, dans le domaine militaire (c'est le cas en France également), s'ajoute la lourdeur technocratique des initiatives européennes bien que l'Union soit loin de gouverner l'ensemble des décisions politiques des États. À l'évidence, le traité de Lisbonne (2009) qui a doté, sur le papier, l'Union d'un service diplomatique et d'un représentant pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité et de défense européenne reste un dossier mais sans volonté.

Hors la France, la Grèce (obsédée par la Turquie) et l'Estonie (inquiète du voisin russe, comme une partie des pays dits « de l'Europe de l'Est »), aucun pays européen n'atteint les 2 % du PIB consacré à la défense. Tandis que les États-Unis dépensaient près de 650 milliards de dollars (2018), les 27 États européens qui représentent ensemble une économie bien plus large, n'y consacraient que 280 milliards de dollars. On voit mal comment, dans ces conditions, comment l'Europe peut se démarquer de la protection américaine sans se découvrir dangereusement.

Le consensus pour sortir de l'impuissance actuelle qui condamne l'Europe à continuer de dépendre des États-Unis ne paraît pas devoir être atteint. La souveraineté européenne n'existe pas plus qu'une défense européenne qui en serait l'expression. Chaque Nation tient à sa diplomatie et à sa défense, selon des modalités et au service d'objectifs que l'histoire, les traditions et les singularités de chacune rendent et maintiennent profondément différentes. Il n'est pas certain que les tentatives de les unifier renforceraient une Union européenne aux objectifs incertains, et loin du réalisme stratégique.

Chaque État européen, membre ou non de l'Union, va tenter, de façon conservatrice, et peut-être agressive, de faire face à ses propres problèmes. L'Europe n'a ni la volonté de redevenir une puissance, ni même le désir de changer de statut... Le déclassement est en cours. ■

Directeur de publication : Andr ea Kotarac



Crédits photos

Pixabay • Unsplash • Pexels • Wikipedia • Parismus e • Rijksstudio • epictura • 123RF

Imprimé en Belgique par Graphius • Avril 2022



**IDENTITÉ
ET DÉMOCRATIE
FONDATION**

La Fondation Identité et Démocratie est partiellement financée par le Parlement européen
et a la seule responsabilité de cette publication.